



REPUBLIQUE DU BENIN

-----@@-----

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Scientifique (MESRS)

-----@@-----

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (UAC)

-----@@-----

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)

-----@@-----

**Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au
diplôme de**

LICENCE PROFESSIONNELLE

Option : Economie

Spécialité : Economie Appliquée

THEME :

**REFORMES DOUANIERES ET ECHANGES
EXTERIEURS AU BENIN**

Réalisé et présenté par :

Fréjus H. AKOUEGNINOU

&

Gérard DJIDEME

Sous la direction de :

Pr Alastaire ALINSATO

Enseignant chercheur à la FASEG

Année Académique 2015-2016

AVERTISSEMENT

La faculté des sciences économiques et de gestion de l'université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DEDICACE 1

Je dédie ce mémoire à

➤ *Vous mes géniteurs, feu DJIDEME Ahoton et Azonsi GNONLONFOUN ;
Toutes les familles DJIDEME, GNONLONFOUN et FASSINO.*

Gérard DJIDEME

DEDICACE 2

Je dédie ce mémoire à :

➤ *Vous mes géniteurs, AKOUEGNINOU André et AMAGBEGNON Lucie
Toutes les familles AKOUEGNINOU et AMAGBEGNON*

Fréjus H. AKOUEGNINO

REMMERCIEMENTS

La réalisation de ce document a été possible grâce aux soutiens éthiques, matériels comme financiers dont nous avons bénéficié de la part de certaines personnes. Pour exprimer notre gratitude envers les personnes qui ont contribué à la réalisation et à l'aboutissement de ce travail, nous formulons nos sincères remerciements à l'endroit :

Du Doyen de la FASEG, le Professeur Charlemagne IGUE pour tous les efforts accomplis dans le processus de notre formation.

Du Vice-doyen de la FASEG pour tous les efforts consentis dans notre formation

A notre maître de mémoire, le professeur Alastaire ALINSATO pour son accompagnement dans cette étude.

A Madame Eudoxie BESSAN pour ces conseils pour l'amélioration de la qualité de ce document

A tous les professeurs de la FASEG pour tous les efforts accomplis dans le processus de notre formation.

A tous nos parents pour leurs conseils et leurs éducations.

A tous nos frères, sœurs et amis.

A tous ceux qui ont participé d'une manière ou d'une autre à l'élaboration de ce document.

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT	i
DEDICACE 1.....	ii
DEDICACE 2.....	ii
REMMERCIEMENTS.....	iii
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES	vi
RESUME.....	vii
ABSTRACT	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	3
1- CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE	3
2- CADRE METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	13
CHAPITRE 2 : PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS	17
1. L'actuelle réforme de l'administration douanière	17
2. Présentation et analyse des résultats.....	20
3. Vérification des hypothèses et recommandations	29
CONCLUSION	31
BIBLIOGRAPHIE	33
ANNEXES	XXXV
TABLE DES MATIERES	XI

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ARM :	Accords de Reconnaissance mutuelle
BM :	Banque Mondiale
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CNUCED :	Conférence des Nations Unies pour le Développement du Commerce
DGDDI :	Direction Générale de la Douane et Droits Indirects
EGC :	Equilibre Générale Calculable
FAO :	Organisation des nations unies pour l’alimentation et l’agriculture
FASEG :	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
FMI :	Fonds Monétaire International
GATT :	Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce.
ICDT :	Taxe sur le commerce international
IDE :	Investissement Directe de l’Etrangers
MCO :	Moindres Carrées Ordinaires
MESRS :	Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC :	Organisation Mondiale du Commerce
OMD :	Organisation Mondiale des Douanes
OUV :	Ouverture commerciale
PAS :	Programme d’Ajustement Structurel
PIB :	Produit Intérieur Brute
PVC :	Programme de Certification de la Valeur
PVI :	Programme de Vérification des Importations
RRD :	Recette de la Régie Douanière
TEC :	Tarif Extérieur Commun
UAC :	Université d’Abomey-Calavi
UE :	Union Européenne
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Stationnarité en niveau	23
Tableau 2 :	Stationnarité en différence première	24
Tableau 3 :	Stationnarité en différence seconde	24
Tableau 4 :	Test de cointégration de JOHENSEN	24
Tableau 5 :	Estimation du modèle de long terme	25
Tableau 6 :	Estimation du modèle MCE	27
Tableau 7 :	Base de données	IX

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 :	Evolution de l'ouverture commerciale	20
Graphique 2 :	Evolution du produit intérieur brute	21
Graphique 3 :	Evolution de la recette de la régie douanière	21
Graphique 4 :	Evolution du taux de change nominal	22
Graphique 5 :	Evolution de la taxe sur le commerce international	22

RESUME

L'analyse de l'impact des réformes douanière sur les échanges extérieurs au Bénin s'est basée sur un modèle évalué à partir des données de l'économie béninoise allant de 1983 à 2015. Les estimations sont conduites par la méthode des moindres carrés ordinaire. Les analyses ont montré que le PIB, l'ouverture commerciale et l'ICDT sont très favorables à la régie des recettes douanières au Bénin que ce soit à court terme comme à long terme. Si un accroissement du volume du PIB, de l'OUV et de l'ICDT stimule les échanges extérieurs au Bénin à court terme comme à long terme, il n'en ait pas de même pour le taux de change nominal (TCN) qui affecte négativement la régie des recettes douanières à long terme comme à court terme. Toutefois, il convient de retenir que cette étude a bien montré que les réformes douanières surtout sur l'entrée en vigueur du TEC ont un impact significativement positif sur les échanges extérieurs au Bénin.

Mots clés : Réformes douanière, échanges extérieurs, libéralisation commerciale, commerce, compétitivité, extérieur, TEC

ABSTRACT

The analysis of the impact of the reforms customs on the outside exchanges in Benin took as a basis on a model valued from the data of the Beninese economy going from 1983 to 2015. The evaluations are driven by the method of the least plain squares. The analyses showed that the PIB, the commercial opening and the ICDDT are very favorable to the state control of the customs returns in Benin that it is short-term as long-term. If a growth of the volume of the PIB, the OUV and the ICDDT stimulates the outside exchanges in the short-term Benin as long-term, it doesn't have some in the same way for the nominal exchange rate (TCN) that affects the state control of the customs returns negatively long-term as short-term. However, he/it agrees to keep that this survey showed well that the customs reforms especially on entered it in force of the TEC have an impact meaningfully positive on the outside exchanges in Benin.

Keywords: Reforms customs, outside exchanges, commercial liberalization, trade, competitiveness, outside, TEC.

INTRODUCTION

Les pays de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) ont créé une union douanière qui se traduit par la mise en place d'un Tarif Extérieur Commun (TEC), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2000 dans l'ensemble des pays membres. Si pour la plupart des pays cette mesure entraînera une libéralisation de leurs marchés, elle provoquera en revanche un réarmement tarifaire au Bénin. Ce réarmement est la conséquence d'une faible intégration de l'économie béninoise au sein de l'UEMOA. Les pays de l'UEMOA représentent en effet moins de 5% de la valeur de son commerce extérieur. En fait, le commerce formel du Bénin est en majeure partie réalisé avec les Pays européens et d'Asie. A ce commerce officiel, s'ajoute celui avec son voisin le Nigeria. A l'instar des autres pays frontaliers du Nigeria, le Bénin pratique un commerce dit « Transfrontalier », consistant à approvisionner indirectement le marché nigérian en produits Importés de pays tiers (Pour les autres pays pratiquant le commerce transfrontalier avec le Nigeria voir notamment : Azam et Besley 1989 pour le Ghana, Igué et Soulé 1992, Galtier et Tassou 1998 pour le Bénin, Daubrée 1993, Dorosh et Dissou 1999 pour le Niger, Herrera 1997 Pour le Cameroun, Egg et Herrera 1998 pour une revue). Ce commerce est principalement Stimulé par l'existence d'un niveau de taxation des importations plus important au Nigeria (Galtier et Tassou 1998), dû à sa politique protectionniste. Les frontières étant « poreuses », les commerçants des pays voisins profitent de barrières tarifaires moins élevées dans leurs pays pour Importer puis revendre en fraude au Nigeria les produits qui y sont fortement taxés ou prohibés. Dans le cas où les produits sont soumis à des quotas au Nigeria, la réexportation permet de Répondre à la demande excédentaire des consommateurs nigériens. Le poids de ce commerce est Loin d'être négligeable. Egg et Herrera (1999) estimaient que les flux du commerce Transfrontaliers représentaient près du quart des exportations officielles et environ 5% du PIB des trois pays voisins Cameroun, Bénin, Niger. On estime pour le Bénin que la valeur de ce Commerce de réexportation (frauduleux) est presque aussi importante que celle des exportations Officielles vers le reste du monde. Les produits réexportés provenant d'Europe ou d'Asie seront Donc également touchés par la hausse des tarifs douaniers, ce qui limitera mécaniquement l'occurrence de ce type de commerce.

L'objet de cette étude est d'analyser les effets des réformes douanières dans une économie en Développement en termes d'équilibre général. Sa spécificité tient à l'attention particulière qui est Apportée au commerce transfrontalier et aux effets sur ce type de commerce des décalages des Politiques tarifaires entre un pays (le Bénin) et son principal partenaire (le Nigeria).

L'économie du Bénin repose principalement sur les secteurs primaires et tertiaires. Le secteur agricole emploie jusqu'à 60 % de la population active, contribue au PIB à hauteur de 32 % et représente 80 % des exportations. Il était alors impérieux d'accélérer les réformes économiques afin de créer un marché sous régional plus compétitif ce qui permettrait d'équilibrer les balances commerciales des pays membres. Les pays de l'UEMOA ont ainsi adopté et surtout concrétisé de nouvelles ambitions communautaires en mettant en œuvre un vaste programme de réformes économiques basé pour l'essentiel sur la libéralisation unilatérale des secteurs clés. Dans le secteur commercial notamment, la réforme a consisté en un relâchement progressif des mesures protectionnistes qui avaient prévalu depuis les années 60. Les caractéristiques de ces réformes préférentielles de libéralisation du commerce sont, entre autres, la réduction des taxes douanières avec un droit unique à l'importation sur la valeur CAF, l'introduction du tarif préférentiel généralisé qui est un tarif douanier intra régional préférentiel pour les produits locaux, qui sera applicable à tous les échanges de produits manufacturés dans la région avec la notion de «produit d'origine contrôlée». Un an après l'adoption de ces mesures préférentielles, tous les Etats membres avaient déjà consenti une réduction de 30 % sur les droits et taxes d'entrée sur les produits industriels agréés. Le désarmement tarifaire est devenu total et effectif pour tous les produits agréés depuis le 1er janvier 2000 avec l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun (TEC) devant régir les échanges extérieurs des pays de l'Union. L'introduction du TEC a pour objectif principal la protection de la production communautaire et un accroissement des échanges commerciaux au sein de la zone UEMOA (commerce intra UEMOA) ainsi qu'un accroissement des échanges avec le reste du monde. En effet en protégeant les économies de la sous-région Ouest africaine qui sont à l'état « embryonnaire », le TEC permet de rendre plus compétitive la zone ce qui devrait favoriser à la fois le développement du commerce interne et le commerce extérieur des pays membres. En raison de cette organisation pour l'évolution du développement de notre pays, notre recherche se portera sur les impacts des reformes enregistrées et par suite, propose des approches de solutions pour remédier aux problèmes d'organisations en vue d'améliorer les échanges extérieurs au Benin.

La présente étude sera organisée en deux chapitres. Ainsi, dans le premier chapitre nous aborderons l'aspect théorique et méthodologique de l'étude. Le deuxième chapitre portera sur la présentation et l'analyse des résultats et quelques recommandations formuler pour l'efficacité et l'efficience des réformes douanières.

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

1- CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

1.1- Problématique, objectifs et hypothèses de recherche

1.1.1- Problématique

Un des sujets suscitant un fort intérêt en économie internationale est l'influence qu'exerce l'ouverture au commerce extérieur sur la croissance économique. La libéralisation des échanges est maintenant considérée comme source de convergence et un élément clé pour l'élaboration de stratégies de développements. D'ailleurs, un bon nombre d'organisations internationales incitent les pays à libéraliser leurs échanges commerciaux. Pour certaines d'entre elles, comme le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM), la libéralisation des politiques commerciales est souvent une condition majeure à l'octroi d'aide financière ou d'assistance économique pour les pays en voie de développement. Sous l'égide de ses organisations, plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne ont souscrits, dans les années 1980, à de telles politiques dans le cadre des accords du GATT, des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et d'accords régionaux. L'objectif principal était la promotion des exportations à travers des incitations aux producteurs œuvrant dans les secteurs d'exportations, des réajustements dans leurs taux de change surévalués et une baisse de leurs barrières tarifaires et non tarifaires.

Dans la littérature, plusieurs modèles sont utilisés pour mesurer l'impact des politiques commerciales. Bellù et Pansini (2009) distinguent les approches qualitatives et les approches quantitatives. Les approches quantitatives quant à elles font appel à des modèles relativement complexes qui utilisent une variété d'outils incluant la programmation mathématique, les modèles économétriques de simulation (De Janvry et Sadoulet ,1995 ; Yankam, 2004) et les modèles d'équilibre partiel et général.

Selon Diagne et al. (2004), les modèles d'équilibre partiel et d'Equilibre Général Calculable (EGC) sont les outils les plus fréquemment utilisés pour quantifier les impacts économiques et environnementaux de la libéralisation du commerce. Le schéma théorique de l'équilibre partiel est souvent utilisé pour analyser les effets de l'instauration ou de l'augmentation du droit de douane dans une économie ouverte (FAO, 2001). Ce schéma théorique a été utilisé

pour mesurer l'impact du relèvement du droit de douane appliqué au riz sur l'offre et la demande. En effet, de tous les modèles régulièrement utilisés, les modèles d'équilibre partiel permettent d'analyser les effets des politiques sur un secteur économique donné. Ils sont focalisés soit sur un produit, soit sur un ensemble de produits particuliers. De plus, les analyses en équilibre partiel découlent du modèle standard de la théorie du commerce international. Ce modèle considère deux produits finals (d'exportation et d'importation) et au niveau de la demande une substitution parfaite d'une part entre les produits locaux et importés, et d'autre part entre la production destinée au marché intérieur et celle destinée à l'exportation. Dans un tel modèle, l'on ne peut prendre en compte l'existence du produit final non échangeable, aucun prix international de ce dernier ne pouvant être déterminé (Njinkeu, 1997).

Ainsi la mise en œuvre du TEC, officiellement au 1er janvier 2000, entraînera une harmonisation des tarifs douaniers et de l'ensemble des taxes indirectes : droits d'accises et TVA (au plus tard au 31 décembre 2000 pour les droits d'accises et au 31 décembre 2001 pour la TVA). Cette harmonisation est synonyme d'une hausse des droits de douanes pour le Bénin, provoquée par une catégorisation des importations. Sur l'ensemble des produits importés (régime de mise à la consommation), le montant théorique des taxes perçues au cordon douanier devrait s'élever de 34% avec le passage au TEC, ce qui devrait provoquer une augmentation des recettes douanières de l'ordre de 35 milliards de F.CFA à volumes constants des importations. Or la relance effective des activités économiques des pays en développement, constitue l'une des principales préoccupations des gouvernements. En effet, le redémarrage des activités génératrices de revenus passe irrémédiablement par l'accroissement des investissements. Mais, la structure économique de ces pays, ne leur permet malheureusement pas de puiser dans leurs ressources propres pour effectuer cet effort de relance. Le Bénin depuis son accession à l'indépendance en 1960, s'efforce de renforcer les bases de son développement. Doté d'un potentiel de production non négligeable, il a les atouts nécessaires au décollage effectif de son économie. Cependant, il est encore loin du niveau potentiel de production auquel ses atouts et ses facteurs de production le prédestinent. Sérieusement affecté par la crise économique et financière mondiale, débutée dans le second semestre de l'an 2008, sa croissance économique s'est affaiblie à cause de la chute de la demande globale, de la diminution des prix des produits de base et de la faiblesse des envois de fonds par les travailleurs béninois émigrés. Par ailleurs, force est de constater que les opérateurs nationaux préfèrent investir beaucoup plus dans le secteur tertiaire que dans le secteur industriel simplement parce que le tissu industriel reste fragile et quasi inactif en

matière de création de la richesse immédiate. Aussi il n'apporte que 14% comme valeur ajoutée à l'économie. C'est dans cette logique que s'inscrit l'objectif de doper la croissance économique à partir des secteurs les plus prometteurs pour la porter à deux chiffres, car tel est le chemin qui devra hisser le pays dans la catégorie des pays émergents et apporter un mieux être à la population. Cette croissance reposera sur le secteur primaire et le secteur tertiaire qui représentent respectivement près de 36% et 50% du PIB.

L'élargissement du secteur tertiaire en plus de ses composantes classiques (commerce, banques, assurances, transports, télécommunications, autres services) aux services non marchands, lui a permis d'être aujourd'hui le secteur le plus contributif à la formation du PIB sur toute la période 1999-2008. Or la balance commerciale du Bénin est structurellement déficitaire. Le déficit commercial sur les transactions officielles serait de 93 milliards de F.CFA en 1997. En intégrant les estimations sur les marges du commerce de réexportation, le déficit de la balance commerciale se réduit à 70 milliards. Les importations du Bénin sont principalement constituées de biens de consommation finale (47%). Les exportations officielles sont quant à elles quasi exclusivement fournies par le coton (85%). Toutefois, comme nous le montrerons dans cette étude, les réexportations vers le Nigeria, dont le montant total est proche de celui du coton, permettent de diversifier la structure des exportations.

De manière « classique », le commerce du Bénin avec la zone UEMOA/CEDEAO ne représente que 6% de ses importations et 5% des exportations officielles. Le reste des importations provient pour 49% de l'Union Européenne, 31% de l'Asie et 9% du continent Américain. Ainsi, le TEC entraînera une augmentation des tarifs douaniers pour la majeure partie des importations, tandis que les accords intra zone ne toucheront donc qu'une part marginale du commerce extérieur du Bénin. En effet, le TEC entraîne la mise en œuvre d'un système de préférence pour les produits du « cru » (les biens produits par les pays membres) et, en revanche, une hausse des tarifs appliqués aux importations de la majorité des produits provenant du reste du monde. Mais à ces exportations officielles s'ajoutent les produits dits de « réexportation ». Brièvement, il s'agit de produits qui sont importés officiellement au Bénin sous le régime de mise à la consommation locale, mais qui sont en réalité réexportés en fraude vers le Nigeria. Etant déclarés officiellement pour mise à la consommation locale, ces produits supportent donc l'ensemble des droits et taxes afférents à l'importation sur le territoire béninois. L'intégration de ce type de commerce dans les flux d'exportations a des conséquences importantes. En 1997, les exportations officielles du Bénin étaient estimées à

142 milliards de F.CFA. Pour cette même année, nous avons estimé que la valeur CAF des importations du Bénin destinées à la réexportation vers le Nigeria était d'environ 94 milliards de F.CFA, soit près de 66% du montant des exportations officielles. Toutefois, puisqu'il s'agit de la valeur CAF des importations des produits de réexportation, la valeur des réexportations doit être augmentée de la valeur ajoutée apportée par le secteur pour connaître l'impact réel sur les exportations de l'introduction des réexportations. Ainsi en 1997, la valeur totale des exportations du Bénin serait augmentée de 124 milliards de F.CFA par l'introduction dans les statistiques des produits de réexportation (soit 87% de la valeur des exportations officielles). C'est dans cet optique que le présent mémoire intitulé « **Reformes douanières et échanges extérieurs au Bénin** » se propose d'étudier les interrelations entre les réformes douanières et échanges extérieurs au Bénin.

- Quel est l'impact des réformes douanières sur les échanges extérieurs au Bénin ?
De cette question fondamentale découle ces deux questions spécifiques.
- Quelles sont les effets des droits de douanes sur l'ouverture commerciale au Bénin ?
- Quel est l'impact du TEC sur les échanges extérieurs au Bénin ?

OBJECTIF GENERAL

L'objectif général de ce travail est d'analyser l'effet des réformes douanières sur les échanges extérieurs au Bénin.

Objectifs spécifiques

Ils peuvent se formuler comme suit :

O1 : Evaluer les effets de l'ouverture commerciale sur les recettes douanières au Bénin.

O2 : Etudier comment le TEC impact les échanges extérieurs au Bénin.

Hypothèse de recherche

Les objectifs spécifiques ci-dessus nous permettent de formuler les hypothèses de recherche suivantes :

- H1 : l'ouverture commerciale améliore les recettes douanières au Bénin.
- H2 : le TEC a un impact positif sur les échanges extérieurs au Bénin.

1.2- REVUE DE LITTERATURE

Une revue thématique consiste à utiliser aussi bien les études théoriques qu'empirique pour valider une idée donnée constituant à atteindre les objectifs à travers des sous thèmes évoqués.

1.2.1- Analyse de libéralisation des échanges

Pour Batra (1992) et Leamer (1995), la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent

moins attirants que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte. Dans la logique marchande pure, il faut revenir à la base de la théorie du commerce international pour cerner les enjeux de l'ouverture aux échanges. Adam Smith a été à l'origine de la première approche qui démontre les gains à l'échange. Elle se fonde sur le principe des avantages absolus. Les échanges commerciaux sont bénéfiques aux pays qui y participent dans la mesure où ils permettent une spécialisation de ces derniers dans les domaines où ils sont les meilleurs. Cependant, cette approche démontrant les gains à l'échange trouvait rapidement ses limites lorsqu'un pays ne dispose pas d'avantages absolus. La théorie des avantages comparatifs développée par David Ricardo au début du XIXe siècle vient rectifier cette lacune. Elle repose sur le fait que les gains ne provenaient pas de l'avantage absolu mais de la seule différence existant entre les rapports de coûts en l'absence de commerce extérieur. Ce qui permettait de conclure que tout pays bénéficie d'avantages comparatifs et donc peut tirer des gains à l'échange. Plus tard, dans les années trente, en soulignant le rôle clé des proportions de facteurs, Eli Heckscher et Bertil Ohlin ont établi une théorie qui donnait une explication des différences de coûts entre les pays et donc de la configuration des échanges internationaux. De façon succincte, un pays exporte les produits qui utilisent de manière intensive les facteurs de production qu'il a en abondance, et importe ceux qui requièrent l'utilisation de facteurs de production rares dans le pays. Mais si cette théorie s'est avérée pertinente pour comprendre une majeure partie du commerce international, elle explique difficilement certaines structures des échanges. Ce retour aux origines de la théorie du commerce international a été nécessaire pour comprendre la base même de la thèse des gains à l'échange. Nous ne chercherons pas à passer en revue l'ensemble des développements théoriques qui ont suivi, mais plutôt à mettre l'accent sur les débats actuels qui peuvent toucher tout particulièrement les pays en développement. Les hypothèses à la base des modèles théoriques standards restent en effet restrictives. Leurs principales limites viennent du fait qu'ils supposent une situation de concurrence parfaite, des fonctions de production à rendement constant, et que le raisonnement se fonde sur la statique comparative.

Si depuis les critiques de la théorie du commerce international de Robinson (1973), cette dernière a connu de larges avancées, les résultats sur les gains à l'échange restent cependant incertains dans certains domaines. Pour dépasser la théorie standard, les défenseurs de la libéralisation des échanges évoquent les effets de celle-ci sur le développement de l'esprit d'entreprise, sur la productivité de ces dernières, sur les possibilités d'économie d'échelle, et sur le pouvoir des monopoles qui sont contraints à une plus grande compétitivité. Ces arguments conduisent à dire que le gain à l'échange est encore plus important que celui prévu

par la théorie standard. Cependant, des thèses moins tranchées sont développées par d'autres auteurs. Sur les effets bénéfiques de l'accès à un marché plus large, Pack (1988) évoque le contre-exemple de la persistance de la faible productivité dans certains pays en développement dont la taille devrait favoriser de meilleure performance par le jeu de la concurrence interne et des économies d'échelle. Rodrik (1992) relève les difficultés de statuer sur le caractère positif ou négatif de la libéralisation des échanges sur les secteurs concurrencés par les importations. L'incertitude découle essentiellement du fait que les industries qui ont des profits "supra- normaux" sont aussi celles qui peuvent bénéficier d'économies d'échelle (Rodrik, 1988). Ces dernières peuvent connaître une expansion suite à la libéralisation des importations dans une situation de concurrence imparfaite. Une baisse des prix domestiques (surélevés en l'absence de compétition) pouvant engendrer une hausse de la demande intérieure. Par ailleurs, une rationalisation du tissu industriel peut s'opérer avec la baisse du coût des entrées et sorties des firmes. Celles qui restent peuvent ainsi bénéficier d'économies d'échelle. Les impacts positifs de la libéralisation des échanges sur l'industrie en concurrence imparfaite ont également été passés en revue récemment par Feenstra (1995). Les effets d'économie d'échelle, la hausse de la productivité des facteurs, et la baisse des profits des monopoles sont soulignés. Les incertitudes surgissent cependant lorsque la libéralisation entraîne une réduction du secteur concurrencé par les importations. En effet, si les coûts moyens des entreprises concurrencées peuvent être supérieurs aux prix internationaux, cela n'implique pas forcément que les coûts marginaux de ces dernières ne leurs permettent pas d'être compétitives face aux importations. Les échanges peuvent donc empêcher que des économies d'échelle s'opèrent pour développer des entreprises capables d'affronter la concurrence étrangère à moyen ou long terme. La baisse de la production intérieure suite à la libéralisation des échanges n'est ainsi pas forcément souhaitable. L'analyse rejoint ici le modèle développé par Krugman (1984) qui établit que la protection des importations peut jouer comme une promotion des exportations. Les économies d'échelle réalisées en couvrant le marché intérieur peut en effet permettre à la firme de devenir également compétitive sur le marché extérieur. Cela suppose cependant que le marché intérieur soit suffisamment large.

1.2.2- Protection à long terme du gouvernement dans le commerce

D'autres travaux, comme ceux de Grossman et Helpman (1991), Romer (1990) et Rivera-Batiz et Romer (1991), portent leur attention sur les implications à long terme de l'intervention gouvernementale dans le commerce. Ils considèrent l'innovation comme source

de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement. L'innovation générée contribue à augmenter le stock de connaissance et le transfert de technologie. De plus, le commerce international permet d'éviter aux pays de la R&D redondante qui pourrait détourner des ressources d'activités plus productives. Néanmoins, même si ces travaux encouragent des politiques protectionnistes sous certaines conditions, aucun n'encourage la protection comme stratégie de développement à long terme. La protection est vue comme une stratégie de court terme afin de préparer adéquatement l'économie à l'ouverture de ses marchés.

1.2.3- Ouverture des frontières aux échanges et à l'investissement et des politiques intérieures

Dee et Gali (2003) quant à eux emploient un modèle de gravité pour examiner les effets des accords commerciaux préférentiels, en particulier les accords de nouvelle génération, sur les échanges et l'investissement. L'étude semble indiquer qu'un grand nombre d'accords commerciaux préférentiels provoquent un détournement des courants d'échanges, en particulier les accords les plus libéraux tels que l'UE, l'ALENA et le MERCOSUR. Cela dit, ces accords n'ont pas débouché sur une intensification des échanges entre les pays qui y sont partie. Pour expliquer les médiocres résultats des accords commerciaux préférentiels, les auteurs avancent que certaines dispositions additionnelles comme les règles d'origine ont entravé les échanges. D'un autre côté, certaines de ces dispositions qui ne portent pas sur les échanges pourraient avoir dopé l'investissement. Cet accroissement des flux d'investissement résulte du fait que des pays qui ne sont pas partie auxdits accords ont préféré investir dans les pays signataires plutôt que d'exporter les biens vers eux. De même Nicoletti et al. (2003) apportent des éléments qui montrent que l'ouverture des frontières aux échanges et à l'investissement et des politiques intérieures favorisant la concurrence peuvent entraîner une intensification des courants d'échanges et d'IDE dans la zone de l'OCDE. Pour leur analyse, les auteurs utilisent une série d'équations gravitaires pour l'IDE global, les échanges (de produits et de services) et les mesures gouvernementales (intérieures et aux frontières).

1.2.4- Relations entre l'ouverture commerciale et la croissance

La libéralisation du commerce international (élimination des barrières non tarifaires et forte réduction des taxes) s'est accélérée dans plusieurs pays en développement depuis le milieu des années 1980. Un indicateur simple de politique économique de la variation du niveau

d'intervention dans le commerce est une certaine moyenne des taxes nominales. Il y a aussi les études de Greenwich et Milner(1994) qui ont soutenu qu'il y a au moins quatre raisons d'être prudent dans l'interprétation des données sur les taxes nominales:

- il peut y avoir une substitution d'instruments, les taxes nominales peuvent en effet être réduites mais dans le même temps elles peuvent être remplacées par d'autres restrictions telles que les mesures anti-dumping.
- les taxes nominales peuvent baisser, mais les taxes effectives augmentent. C'est le cas si dans le même temps, les exemptions sont éliminées.
- il peut y avoir un degré de redondance des taxes avant la réforme. Si tel est le cas, la structure globale des taxes peut devenir plutôt plus que moins protectrice.
- en pratique, l'ouverture commerciale est mieux évaluée en regardant non pas les taux de protection nominale, mais les taux de protection effective, qui sont définis comme le montant auquel la valeur ajoutée de ce secteur au prix international, exprimée en pourcentage de la dernière (Anderson, 1994).

Ces taux dépendent non seulement de la taxe sur le bien final produit dans le secteur mais des coefficients des intrants et des taxes sur les intrants. Par conséquent, les calculs des taux effectifs de protection, s'ils doivent être précis et utiles, requièrent souvent des tableaux d'entrée-sortie détaillée et une diversité d'autres données microéconomiques pour un nombre important de secteur. Selon Ann E. Harrison(1995), la réduction des barrières commerciales ajuste les prix domestiques aux cours mondiaux et contraint les entreprises à être plus efficaces. Le choix d'une technologie non appropriée entraîne un handicap au niveau des prix, sur le marché international ou sur le marché domestique très concurrentiel. Dès lors, une forte protection entraîne une efficacité technique et génère des distorsions susceptibles de gêner la croissance des entreprises. En effet, pour que des gains de productivité soient reliés, le commerce international ne doit pas être entravé par des obstacles artificiels. Cette approche va plus loin que celle qui retient que le coût du protectionnisme réside en cela qu'il attire les ressources vers les secteurs protégés plutôt que vers ceux pour lesquels le pays est détenteur d'avantages comparatifs réels.

1.2.5. Relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique

Dans ce cadre, une littérature théorique abondante s'est développée étudiant la relation ouverture-croissance économique. Cependant, cette question a reçu des réponses différentes

selon la structure des modèles, l'origine de la croissance, les dotations et les conditions initiales des pays ou encore selon que les connaissances technologiques sont communes à tous les pays, ou qu'elles sont purement nationales.

En effet, dans les modèles de croissance avec apprentissage par la pratique, des auteurs comme Krugman (1987, Lucas(1988), Young(1991)...etc., ont montré que la situation initiale d'un pays détermine la nature de sa spécialisation dans le long terme et par conséquent son taux de croissance après l'ouverture. Cette dernière conduit alors à une mauvaise spécialisation d'une petite économie et peut l'enfoncer dans le sous-développement. Dans ce cadre, les auteurs préconisent des politiques commerciales protectionnistes au moins temporairement pour protéger les industries dans l'enfance.

Contrairement à ces travaux qui encouragent des politiques protectionnistes, d'autres travaux comme ceux Rivera-Batiz et Romer (1991), Grossman et Helpman (1990) et (1991), Feenstra (1990) qui considèrent l'innovation comme source de croissance encouragent une politique d'ouverture. En effet, ces auteurs ont montré que l'intégration complète de deux pays identiques permet de doubler leurs taux de croissance par rapport à ceux de l'autarcie.

Par ailleurs, des tarifs douaniers réciproques agissent négativement sur la croissance dans la mesure où ils ne font qu'encourager l'activité d'imitation. Cette dernière occupe une partie du capital humain, qui aurait dû être consacré à la recherche et développement et diminue par conséquent le taux de croissance économique. Par ailleurs ces auteurs ont étudié, dans le cadre de deux économies développées et identiques, le cas de l'intégration partielle: échange de connaissances technologiques ou de biens. Dans le premier cas, Grossman et Helpman (1991) montrent qu'en l'absence de relations commerciales entre les pays, des opérations parallèles de recherches et développement peuvent avoir lieu dans les deux pays et il peut y avoir des chevauchements entre les gammes de produits fabriqués dans les deux pays. Le commerce permet par le biais de la concurrence entre les firmes l'élimination de tous ces phénomènes. Dans le second cas, Rivera-Batiz et Romer(1991) ont montré que le taux de croissance ne varie pas et reste à son niveau de l'autarcie. Cependant Feenstra (1990) et Grossman et Helpman (1991) ont montré qu'il existe deux effets de sens opposés de l'ouverture sur la croissance. D'une part, du fait de l'ouverture des frontières, chaque firme bénéficie d'un marché plus vaste et, a donc une incitation plus forte à investir. D'autre part, le nombre de concurrents augmente et cette intensification de la concurrence réduit les incitations à innover. Lorsque les deux pays ont la même taille, ces deux effets s'annulent, un

doublément du marché est exactement compensé par un doublement du nombre de concurrents. Lorsqu'ils sont de tailles inégales, le petit pays innove moins rapidement à long terme en situation de libre échange qu'en situation d'autarcie alors que rien n'est changé pour le grand pays. Le troisième cas à considérer est celui où il y a simultanément échange de connaissances et de biens. Rivera-Batiz et Romer(1991) ont montré que dans ce cas le taux de croissance est en permanence plus élevée ton retrouve les mêmes résultats que dans le cas de l'intégration complète. Aubin(1994) prolonge les travaux de Rivera-Batiz et Romer(1991) et montre que les gains de l'ouverture en termes de croissance sont beaucoup plus importants lorsqu'il existe une coordination des politiques économiques entre les pays. C'est-à-dire une intervention publique recherchant l'optimum non pas dans le cadre des économies prises séparément mais dans le cadre de l'union de ces économies. Dans ce sens, l'intégration des marchés ne suffit pas pour obtenir une croissance optimale et doit être accompagnée d'une intégration des politiques économiques. En résumé, les travaux théoriques n'ont pas réussi à trancher sur un effet favorable ou défavorable de l'ouverture sur la croissance économique. Les résultats de chaque modèle dépendent fortement de sa structure et de ses hypothèses. Les travaux empiriques, par contre, aboutissent à des résultats homogènes et précisant un effet positif de l'ouverture sur la croissance. Cependant, la robustesse de ces travaux est remise en cause si on examine les indicateurs retenus pour mesurer l'ouverture et, plus particulièrement, les méthodes économétriques utilisées qui ne contrôlent pas de façon rigoureuse l'hétérogénéité non observée.

1.2.6- Accroissement du TEC sur IDE

Faini (2004) avec un échantillon de 92 pays émergents sur la période 1981-2000 montre qu'un accroissement du commerce du tarif extérieur induit une baisse des IDE entrants en direction des pays émergents, ce qui invalide l'argument selon lequel en présence de barrières tarifaires les FMN préfèrent investir que d'exporter en vue de contourner ces barrières tarifaires. D'après ces auteurs cette relation est due au fait que les IDE en direction des pays émergents sont de nature verticale. Ainsi les firmes filiales augmentent la demande en capitaux et biens intermédiaires en provenance des firmes mères ce qui développe le volume des importations du pays hôte. Ces auteurs montrent par conséquent une relation de complémentarité entre commerce et IDE en présence de tarif extérieur.

2- CADRE METHODOLOGIE DE L 'ETUDE

La méthodologie adoptée pour atteindre les objectifs fixes est une étude économétrique qui mettra en évidence les reformes douanières et échanges extérieurs au Bénin.

2.1 Présentation du modèle

□ Définition du modèle

Selon la définition donnée par **E. MALINVAUD**, « un modèle consiste en la représentation formelle d'idées ou de connaissance relative à un phénomèneSon but est d'explorer les conséquences logiques des hypothèses retenues, de les compléter avec les résultats de l'expérience pour ainsi arriver à mieux connaître la réalité et à agir plus efficacement sur elle »

□ Les variables du modèle

Les variables utilisées dans notre étude sont : les Recettes au niveau de la régie douanière (RRD) qui est prise comme variable expliquée, le PIB, la Taxe sur le commerce international (ICTD), l'Ouverture commerciale (OUV) et le Taux de changes nominal (TCN) sont des variables explicatives.

□ Traitement et analyse des données

Le traitement et l'analyse des données se sont déroulés en deux étapes

Première étape

Une analyse descriptive des données collectées sur la variable expliquée (OUV) et les variables explicatives a été réalisée. Ceci nous permettra de voir l'évolution des variables explicatives sur l'Ouverture commerciale et d'avoir une idée de la variable expliquée retenue.

Deuxième étape

Une analyse empirique à travers le modèle de régression linéaire par la méthode des Moindres Carrées Ordinaire (MCO), puis validation du modèle à travers le test de

significativité individuelle des variables, le test d'autocorrélation des résidus et le test de significativité globale. Cette étude couvre la période de 1985 à 2015.

Spécification du modèle

Le modèle retenu dans le cadre de notre étude pour tester les hypothèses part de la fonction de production du type Cobb-Douglas qui exprime la production en fonction du capital (K) et du travail (L). Dans le modèle, le PIB est exprimée en fonction du volume du travail (L) et du capital (K) tel que :

$$Y = f(K, L) \text{ soit } Y = AK^\alpha L^\beta \quad (1)$$

Les termes Y, A, K et L désignent respectivement la production, les facteurs technologiques, le capital, le travail, α et β les élasticités partielles de la production par rapport au capital et au travail. Afin d'exprimer l'influence des variables explicatives sur la variable expliquée sous forme d'élasticité, nous proposerons de linéariser le modèle (1) pour obtenir une fonction logarithme linéaire. Ainsi, on retient le modèle (2)

$$\text{Log(RRD)} = \text{Log(A)} + \alpha \text{Log(K)} + \beta \text{Log(L)} \quad (2)$$

Posons $Y = (\text{RRD}, K = (\text{PIB}, \text{OUV}, \text{TCN}, \text{ICTD}))$

On obtient ainsi le modèle qui suit :

$$\text{Log(RRD)} = \alpha_0 + \lambda_1 \log(\text{PIB}_t) + \lambda_2 \log(\text{OUV}) + \lambda_3 \log(\text{TCN}_t) + \lambda_4 \log(\text{ICDT}_t) + \psi_n$$

Les données et leurs sources

L'ensemble des données de notre étude sont issues de la base de données de la banque mondiale.

2.2 Méthode d'estimation et validation du modèle

Estimation du modèle

L'estimation des différents coefficients sera faite par le Méthode des Moindre Carré Ordinaires (MCO) au moins du logiciels Eviews7.

Validation du modèle

Cette étape est capitale dans ce type de modélisation car les séries à utiliser doivent être obligatoirement stationnaires. Celles qui ne le sont pas, seront rendues stationnaires par différence selon l'ordre d'intégration. Rappelons que les séries doivent être intégrées de

même ordre pour qu'il y ait risque de Co intégration. Un Processus $\{y_t\}$ est dit stationnaire, si son espérance mathématique, sa variance et sa covariance existent et sont indépendants du temps. Il existe une large gamme de test permettant de vérifier la stationnarité des séries chronologiques. Nous pouvons citer entre autres les tests de Dickey-Fuller, de Dickey-Fuller augmenté (ADF), de Phillips Perron, et de Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin (KPSS). Mais dans le cadre de notre étude, c'est le test de Dickey-Fuller augmenté qui a été utilisé. Il s'agit d'un test de racine unitaire basé sur l'hypothèse nulle de non stationnarité parce qu'il tient compte du nombre de retards. Il est basé sur l'hypothèse qu'il n'y a aucune raison pour que, a priori, l'erreur soit non corrélée.

- **Test de significativité globale de Fischer**

La significativité de l'ensemble des coefficients du modèle est vérifiée par le test de Fischer. L'hypothèse nulle H_0 de non significativité globale des variables n'est acceptée, que si la statistique de Fischer est inférieure à 0,05. On peut aussi interpréter la qualité du modèle par la valeur du R^2 . Lorsque cette valeur est proche de 1, on conclut que le modèle est de bonne qualité.

- **Test de normalité des résidus de Jarque-Bera**

Le test de Jarque-Bera permet de vérifier si les résidus du modèle suivent une distribution normale. Lorsque la statistique de Jarque-Bera est inférieure à 5,99 ou lorsque la probabilité associée à cette statistique est supérieure à 0,05, on accepte l'hypothèse nulle de normalité des erreurs.

- **Test d'autocorrélation des résidus de Breusch-Godfrey**

Pour vérifier l'autocorrélation ou non des résidus, nous allons utiliser le test de Breusch-Godfrey. Le modèle est autocorrélé lorsque ces résidus dépendent de leurs variables passées. L'hypothèse de non autocorrélation des résidus du test n'est acceptée que si la probabilité associée à la statistique de Breusch-Godfrey est supérieure à 0,05.

- **Test d'hétéroscédastique de White**

On dit que le modèle est hétéroscédastique, quand les variances des erreurs ne sont pas constantes le long de la diagonale de la matrice de covariance. Pour tester une homoscedasticité éventuelle des erreurs, une extension du test d'homoscédasticité de White (1980) sera utilisée. L'hypothèse nulle du test est celle d'homoscédasticité des erreurs. Il n'y

a pas suffisamment d'évidences pour la rejeter seulement si la probabilité associée à la statistique de White est supérieure au seuil fixé (5%).

- **Test de spécification de Ramsey**

Le test de Ramsey permet de vérifier si le modèle est bien spécifié ou non. L'hypothèse nulle de bonne spécification du modèle est acceptée lorsque la probabilité de Ramsey est supérieure à 0,05.

- **Test de significativité des variables**

Pour mesurer le rôle que joue une variable explicative dans le modèle, on effectue le test de Student ou le test de significativité du coefficient de la variable. L'hypothèse nulle H_0 de non significativité de la variable n'est acceptée que si la probabilité associée à la valeur absolue de la statistique de Student est inférieure à 5%.

CHAPITRE 2 : PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS

Dans ce présent chapitre, nous allons présenter les différents résultats obtenus après traitement des données. Mais avant ceci, nous allons passer en revue le contenu de l'actuelle des réformes douanières au Bénin.

1. L'actuelle réforme de l'administration douanière

Le Bénin est en programme économique et financier avec le FMI au titre duquel, une évaluation est faite par semestre. Cette évaluation concerne l'ensemble de la gestion économique : le cadre macroéconomique, la gestion des finances publiques, l'activité économique, la croissance, les réformes structurelles et les réformes douanières.

1.1 Le contenu de l'actuelle réforme douanière

L'Audit du FMI a observé qu'il fallait nécessairement redonner à la douane, toutes les capacités qu'il faut pour quelle assure elle-même, les fonctions qui lui sont dévolues et aller au-delà du PVI-nouvelle génération. D'où la nouvelle réforme qui s'étend sur trois ans. Sept réformes sont retenues par le FMI, l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) et la Conférence des Nations Unies pour le développement du commerce (CNUCED) qui ensemble ont élaboré l'actuelle réforme. Une réforme qui comporte plusieurs volets à savoir :

Premier volet : La maîtrise du risque

La maîtrise du risque étant un volet qui n'existait pas dans l'ancien PVI selon le ministre des Finances. Il s'agit de la mise en place d'une analyse des risques efficace ; qui est le seul moyen efficace, compte tenu de l'accroissement du volume des opérations commerciales, pour faciliter les échanges et sécuriser leurs opérations. « Avec cette nouvelle méthode, la

douane doit pouvoir anticiper et disposer d'un outil moderne informatisé pour analyser les risques. Lorsque les marchandises arrivent, il faut un outil qui donne les informations sur ce qui est à risque et ce qui ne l'est pas » a commenté le ministre de l'Economie.

Deuxième volet : Renforcement du contrôle avant dédouanement

A ce niveau, la Direction générale de la Douanes et Droits Indirects (DGDDI) se propose de renforcer le contrôle avant dédouanement par la mise en place des scanners et d'un processus de certification des poids des marchandises d'où l'intervention des outils comme les ponts bascule, la balance, etc.

Troisième volet : Développement des capacités de contrôle après dédouanement

Dans les pays moderne, lorsqu'on finit de dédouaner une marchandise, il est bon que la douane suive les opérateurs. Il s'agit de voir s'il n'y a pas d'erreur, si l'opérateur n'a pas été lésé, etc. La douane doit pouvoir l'assister, le former de manière à ce que les relations soient basées sur la confiance. Il s'agit du contrôle a posteriori qui permet aux services douaniers de vérifier l'intégrité de ces données commerciales, telles que la valeur, l'origine et l'espèce. Ce type de contrôle protège les entreprises d'une compétition déloyale et attire les investisseurs étrangers. Il permet de s'attaquer plus systématiquement à la fraude, de s'assurer de la conformité de l'application des lois, règles et accords douaniers et de faciliter le commerce.

Quatrième volet : Renforcement des capacités de maîtrise de la valeur en douane

Le renforcement de capacité de la douane s'explique par le fait que lorsque les marchandises arrivent, les droits de douane et les taxes sont assis sur la valeur de la marchandise. La non maîtrise des méthodes pour évaluer la valeur de la marchandise constitue une faiblesse importante qui pendant longtemps a été prise en charge par le recours aux services des sociétés d'inspection. Pour répondre à cette préoccupation, il a été proposé la mise en place d'un programme qui promet le développement direct des capacités de l'administration douanière en maîtrise de la valeur. Une réponse appropriée à la situation actuelle car à travers ce volet, la douane pourra évaluer elle-même convenablement la valeur de toute marchandise qui vient de l'extérieur et c'est cela le Programme de Certification de la Valeur (PCV) qui n'est qu'un volet de la nouvelle réforme et a pour objet d'appuyer la douane cette fois-ci.

Cinquième volet : Développement d'un contrôle efficace des régimes douaniers

Il s'agit là de la question des régimes suspensifs, la gestion de tous les régimes douaniers qui est prévue avec un accent sur la géolocalisation d'où le tracking. En matière de transit, en attendant la conception et la mise en place d'un système de géolocalisation, la mesure la plus prioritaire retenue est l'utilisation optimale du module T1 de SYDONIA.

Sixième volet : Optimisation de l'outil informatique

La douane en revenant dans son rôle de douane sera renforcée en outils informatiques. Son système informatique va migrer vers une application plus moderne : le SYDONIA-Word. Il s'agit de l'information de l'administration douanière en vue d'automatiser les opérations et de faciliter les traitements et la circulation des données. *«L'information de la douane a déjà commencé, l'ensemble des unités douanières est informatisé et raccordé à la direction générale»* a souligné le ministre des Finances.

Septième volet : Gestion et pilotage de la réforme douanière

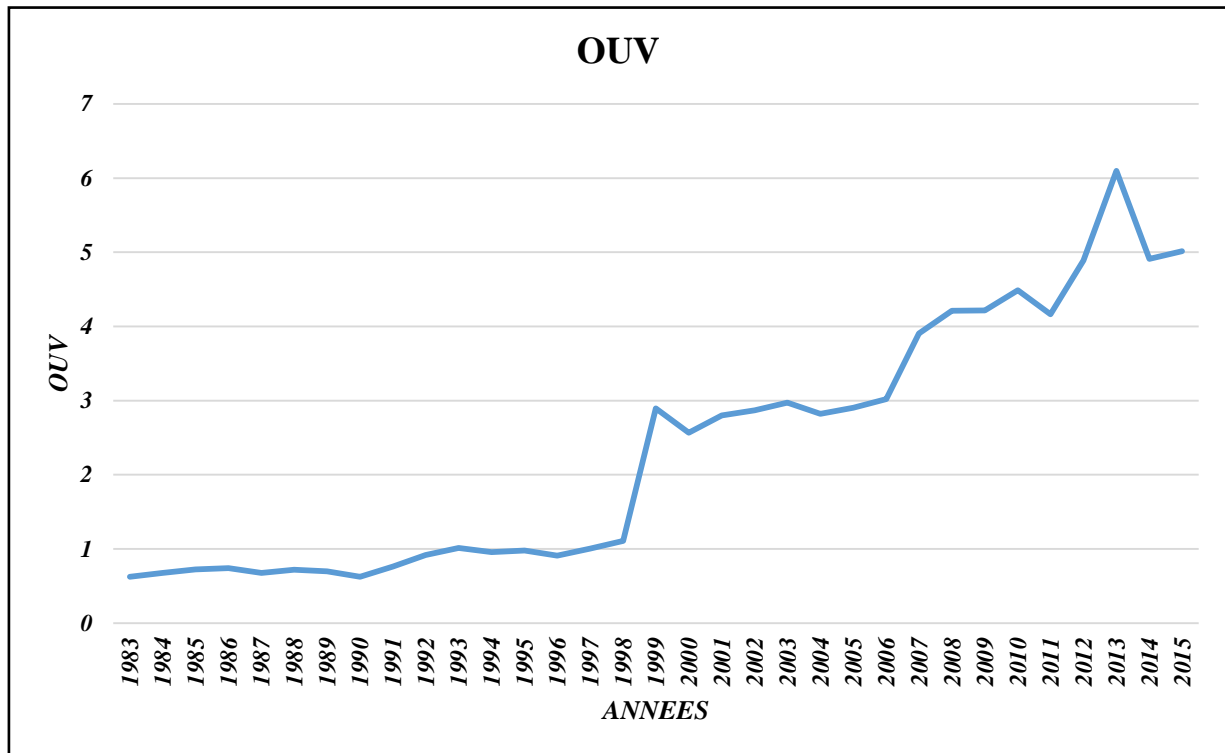
A ce chapitre, il s'agit des mesures jugées nécessaires en matière de management et de pilotage des réformes pour relancer et mettre en œuvre efficacement le processus de modernisation ; d'où la réforme du code des douanes dont l'existence date de 1966.

Au terme, la mise en œuvre de cette stratégie permettra de renforcer les capacités de l'administration douanière pour la prise en charge de ces cinq fonctions essentielles que sont la gestion du risque, la maîtrise de la valeur en douane ; les contrôles avant dédouanement et après dédouanement, les contrôles de régimes douaniers.

1.2 Différences entre PVI-Nouvelle génération et PCV (nouvelle réforme administrative douanière)

La grande différence entre le PVI et la nouvelle réforme administrative douanière dont une partie est le PCV, est surtout le volet d'assistance de la douane qui sera exécuté par un privé qui lui-même est en partenariat avec l'Etat. Il s'agit d'une société d'économie mixte qui disposera que de 51% du capital et 49 % pour l'Etat béninois. Avec cette nouvelle réforme, la douane demeure le leader et revient dans son rôle régalien : la gestion des risques, le scanning, le contrôle après dédouanement, la gestion des régimes douaniers, sauf uniquement

pour la certification des valeurs où elle sera assistée par un privé (un opérateur expérimenté) en collaboration avec l'Etat. Le recrutement des partenaires extérieurs prévus pour accompagner l'administration douanière dans la mise en œuvre de cette stratégie, se fera par une procédure d'appel d'offres ouvert. Ainsi deux appels d'offres sont prévus : le premier concerne la sélection du prestataire pour la mise en œuvre du Programme de Certification des Valeurs en douane (PCV) et le second, le recrutement du prestataire pour l'acquisition, l'installation, l'exploitation et la maintenance des scanners.



2. Présentation et analyse des résultats

2.1. Analyses descriptives

Dans ce paragraphe, il sera question de faire une analyse statistique de l'évolution des variables du modèle étudié et de préciser l'influence des variables explicatives sur l'ouverture commerciale.

Graphique 1 : Evolution de l'ouverture commerciale

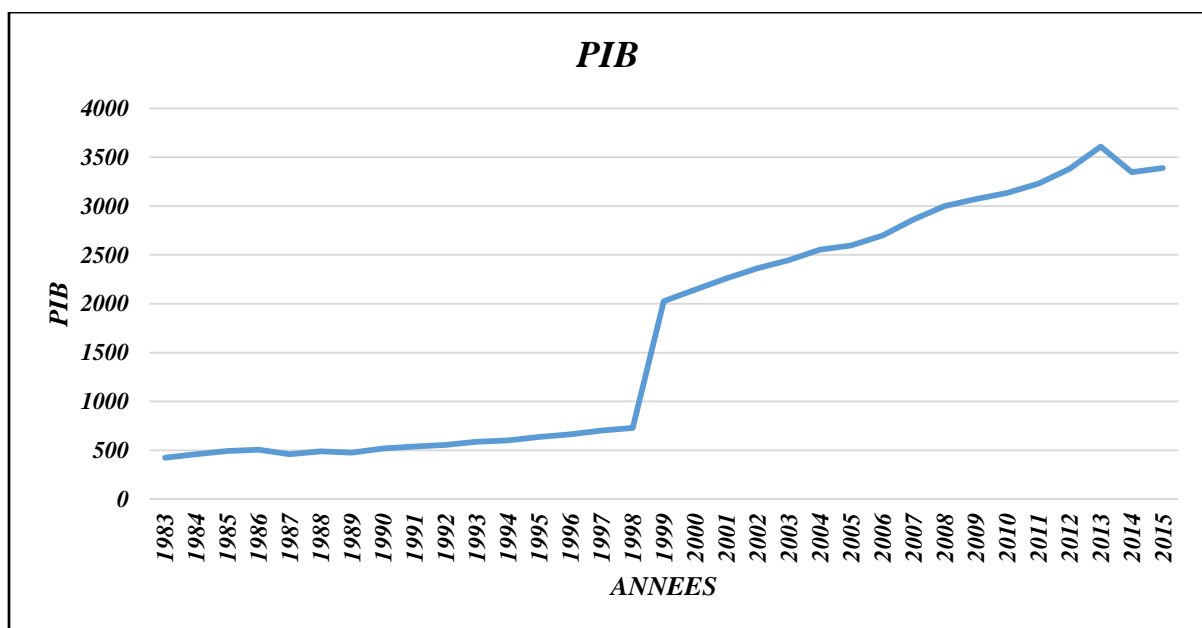
Source : réalisé par les auteurs

Du graphique, on note claire une évolution croissante de l'évolution de l'ouverture commerciale au Bénin. Cela explique bien l'effet des politiques de facilitation des échanges entre les pays surtout dans la sous-région de l'UEMOA et de la CEDEAO grâce au TEC-

UEMOA et le TEC-CEDEAO actuellement en vigueur. Il est clair que cet engouement pour les échanges soit suscité par les variables quantifiables.

La suite nous permettra de voir réellement comment ces variables influencent l'ouverture commerciale.

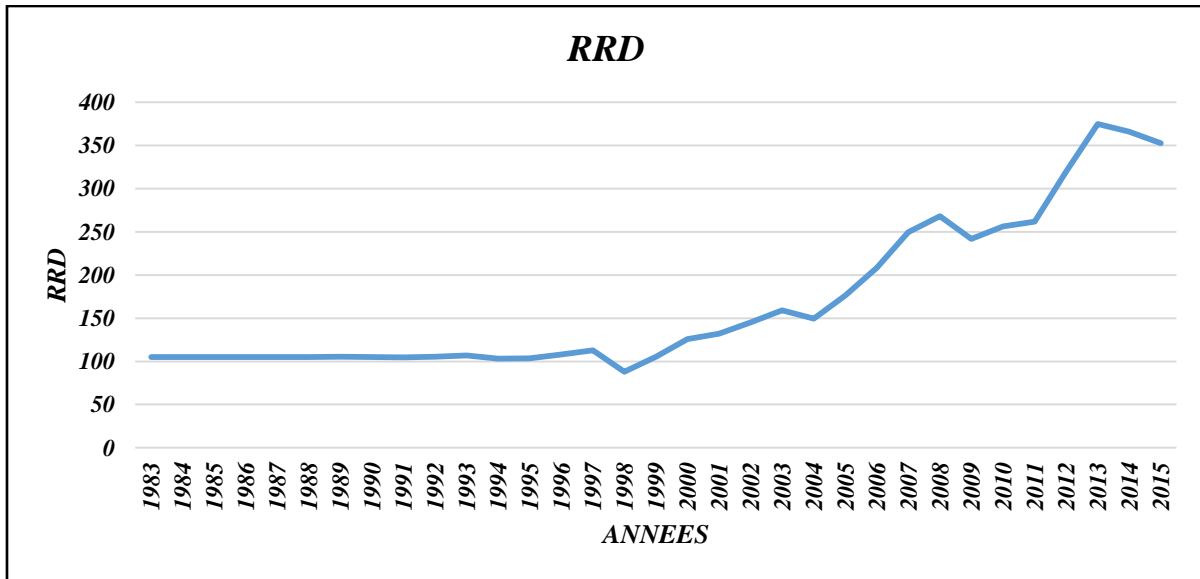
Graphique 2 : Evolution du produit intérieur brute



Source : réalisé par les auteurs

Le produit intérieur brute présente pratiquement la même allure que l'ouverture commerciale, ceci justifie bien que les échanges commerciaux augmentent le produit intérieur brute. Le fait que les échanges améliorent le PIB, cette augmentation doit susciter toute chose égale par ailleurs, un accroissement plus vite de l'ouverture commerciale.

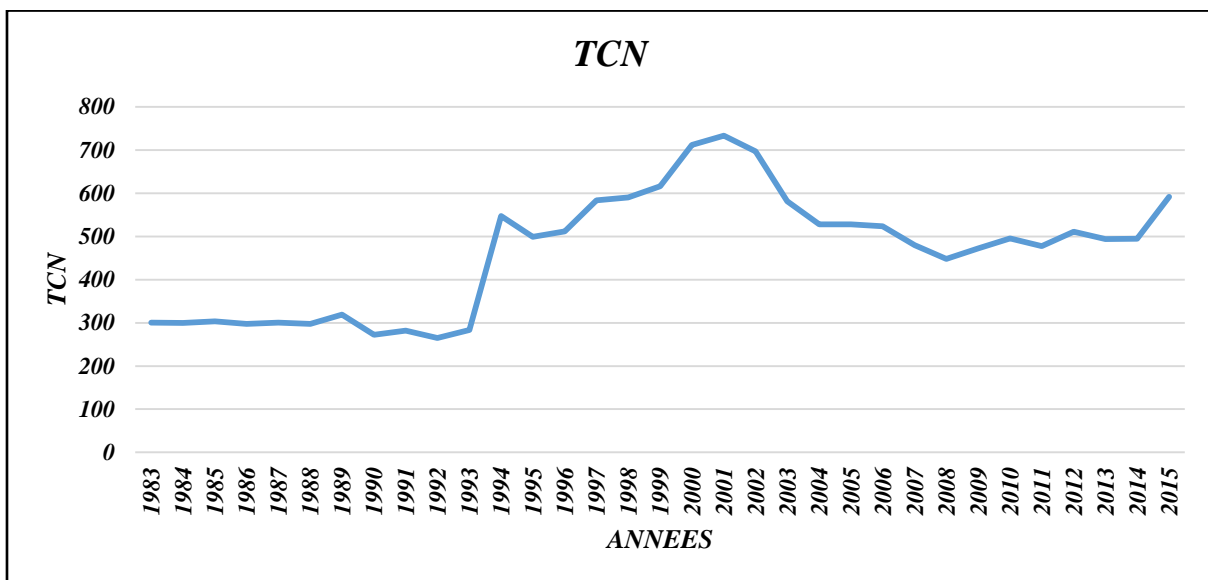
Graphique 3 : Evolution des recettes au niveau de la régie douanière



Source : réalisé par les auteurs

Ce graphique montre qu'en même temps que les recettes au niveau de la régie douanière, l'ouverture commerciale augmente. Ces recettes sont donc très favorables à l'ouverture commerciale car plus il y a d'échanges entre les pays, plus les régies douanières enregistrent d'entrées de devises ; et donc une augmentation de leurs recettes. Il est donc évident que ce qui permet aux régies douanières d'effectuer plus d'entrées soit favorisé pour plus de croissance.

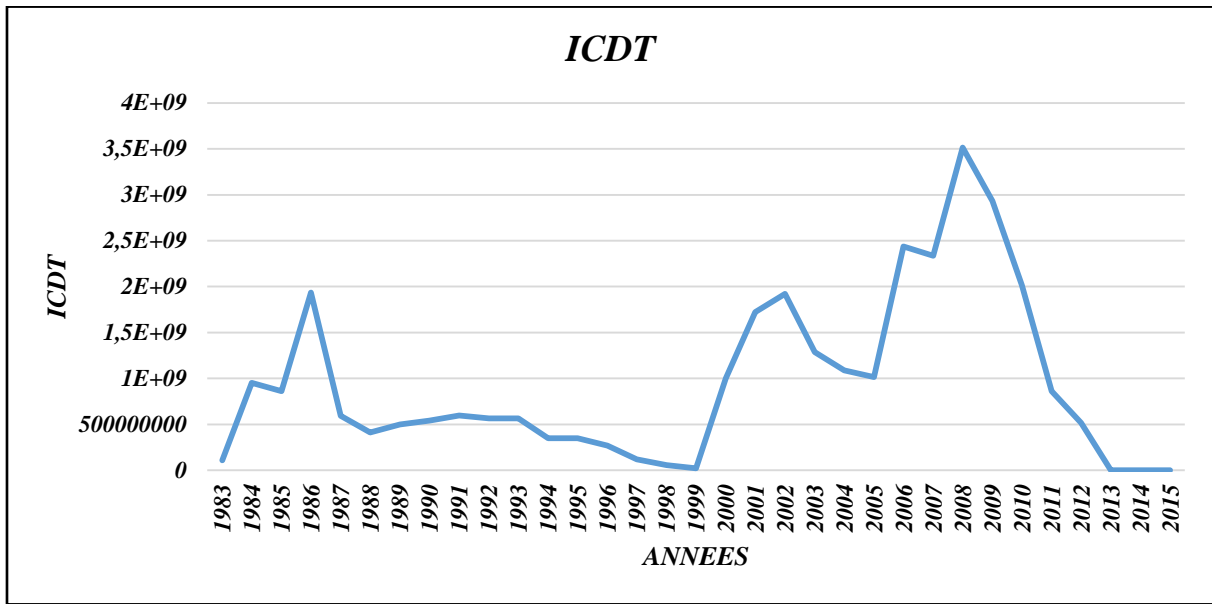
Graphique 4 : Evolution du taux de change nominal



Source : réalisé par les auteurs

De 1983 à 1993, le taux de change nominal est resté presque constant. Une augmentation brutale s'est remarquée au cours de la période 1994-2001 où ce taux est passé de 283,14 en 1993 à 733,04 en 2001. Le fait que cette augmentation est observée à partir de 1994 (546,96), on peut l'expliquer par l'effet de la dévaluation du franc (cfa) au cours de la même année.

Graphique 5 : Evolution des taxes sur le commerce international



Source : réalisé par les auteurs

L'évolution de ce graphique indique que la taxe sur le commerce extérieur n'a pas une influence assez remarquable sur l'ouverture commerciale. Du moment où le demande d'un bien s'accroît dans un pays qui ne produit pas ce bien, l'échange commercial s'impose dans ce cas. Ce qui favorise l'ouverture commerciale ; on peut donc déduire que ce n'est pas le volume de la taxe sur le commerce international qui réduirait ou augmenterait le niveau de l'ouverture commerciale entre les pays.

2.2 Analyses économétriques

Cette partie sera consacrée aux tests de diagnostic, à l'estimation et aux tests de validation du modèle. Sur la base de ces différents tests nous déduirons les effets de chacune des variables explicatives sur la variable expliquée.

2.2.1. Tests de diagnostic

□ Etude de la stationnarité des variables avec tendance et constante

Dans l'analyse des séries temporelles, l'étude de stationnarité s'impose comme préalable à toute estimation économétrique. Ainsi, pour étudier la stationnarité de nos variables nous avons utilisé le test de Dickey-Fuller Augmenté (ADF test). Ce test se base sur deux hypothèses :

- { Hypothèse H0 : série non stationnaire
- { Hypothèse H1 : série stationnaire

Règle de décision :

Si $ADF_{calculé} > ADF_{théorique}$, alors la variable est stationnaire.

Si $ADF_{calculé} < ADF_{théorique}$, alors la variable est non stationnaire

Le seuil de 5% est utilisé dans ce test de stationnarité. Les résultats issus de ce test se présentent dans les tableaux suivants :

Tableau 1 : Stationnarité en niveau

Variabes	ADF test statistc	Probabilité	Critical value	Stationnarité
OUV	-2,505981	0.3231	-3,568379	Non
PIB	-1,858589	0,6506	-3,568379	Non
RRD	-1,367531	0,8499	-3,568379	Non
TCN	-1,393059	0,8424	-3,568379	Non
ICDT	-2,484827	0,3324	-3,580623	Non

Source : réalisé par les auteurs

Le test de stationnarité en niveau (ADF) pour chacune des variables montre que la valeur absolue de l'ADF est inférieure à la valeur critique au seuil de 5%. Autrement dit, toutes les probabilités associées à se test sont supérieures à 5% ; ce qui signifie que ces variables ne sont pas stationnaire en niveau. (Voir annexe 1.1)

Tableau 2 : Stationnarité en différence première

Variabes	ADF test statistc	Probabilité	Critical value	Stationnarité
OUV	-3,819533	0,0299	-3,574244	Oui I(1)
PIB	-3,497811	0,0584	-3,574244	Non
RRD	-4,851979	0,0028	-3,574244	Oui I(1)
TCN	-3,905329	0,0248	-3,574244	Oui I(1)
ICDT	-3,499372	0,0596	-3,587527	Non

Source : réalisé par les auteurs

Le test de stationnarité montre que les variables OUV, RRD, TCN sont stationnaires en différence première car pour chacune de ces variables la valeur absolue de l'ADF est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%. Quant aux variables PIB et ICDT elles ne sont pas stationnaires. (Voir annexe 1.1)

Tableau 3 : Stationnarité en différence seconde

Variabes	ADF test statistc	Probabilité	Critical value	Stationnarité
PIB	-5,900506	0,0002	-3,580623	Oui I(2)

ICDT	-4,628843	0,0054	-3,595026	Oui I(2)
------	-----------	--------	-----------	----------

Source : réalisé par les auteurs

Les résultats obtenus de ce tableau montre que le PIB et l'ICDT sont stationnaires en différence seconde avec tendance et constante.

Tableau 4 : Test de cointégration de JOHENSEN

Trace statistique	90,25079	53,73289	24,21279	5,766973	0,084861
Critical value (5%)	60,06141	40,17493	24,27596	12,32090	4,129906
Probabilité	0,0000	0,0013	0,0509	0,4650	0,8109

Source : réalisé par les auteurs

Afin de tester la présence d'une relation d'équilibre de long terme entre les variables, on a recouru au test de cointégration de JOHENSEN. Les résultats issus de ce test montrent qu'il y a deux relations de cointégration entre les variables ; la relation de cointégration existe quand la valeur critique est supérieure à la trace statistique au seuil de 5%, et aussi quand la probabilité associée est inférieure à 5% (voir annexe 1.2).

2.2.2. Estimation du modèle de long terme et tests de validation

Estimation du modèle de long terme

Tableau 5 : Estimation du modèle long terme

Variables	Coefficients	Probabilités
C	7,300842	0,0005
LPIB	0,158737	0,6042
LOUV	0,701687	0,0322
LTCN	-0,419938	0,0045
LICDT	0,048018	0,1229
F-statistic = 42,57376		Prob (F-statistic) = 0,000000
Seuil de significativité à 5% $R^2 = 0,871989$		Observation = 30

Source : réalisé par les auteurs

$$\text{Log(RRDt)} = 7,30 + 0,15 \text{ log(PIBt)} + 0,70 \text{ log(OUVt)} - 0,41 \text{ log(TCNt)} + 0,04 \text{ log(ICDTt)} + \psi_n$$

Test de significativité globale

A partir du tableau 5 il ressort qu'au seuil de 5% la probabilité de Fisher (0,000000) est inférieure à 5% ; Donc on accepte l'hypothèse H1, c'est-à-dire le modèle est globalement bon et on rejette H0. Il est à noter que les variables explicatives du modèle expliquent en général le phénomène représenté par la variable expliquée. En claire, le produit intérieur brute, la recette de la régie douanière, le taux de change nominal et la taxe sur le commerce extérieur influencent en général l'ouverture commerciale au Bénin à long terme.

Le coefficient de détermination $R^2 = 0,871989$, montre que les variables explicatives expliquent à environ 88% le problème que pose la variable expliquée à long terme.

□ **Test de significativité des variables**

Le tableau 5, montre qu'à long terme, l'ouverture commerciale et le TCN ont une influence significative sur la recette des régies douanières au Bénin. En outre, le PIB, l'ouverture commerciale et l'ICDT ont tous un coefficient positif, cela justifie bien que ces variables sont très favorables à l'amélioration de la régie des recettes douanières. Ces résultats viennent confirmés parfaitement les analyses des graphiques 1 et 2. Quant au TCN qui influence négativement la régie des recettes douanières ; ceci s'explique par la dévaluation de la monnaie utilisé dans le pays ou dans les pays voisins. C'est de ça que souffre cette année les échanges commerciaux entre le Bénin et le Nigéria. Bien que l'amélioration de l'ouverture commerciale permette plus d'entré de devise pour le pays, il est clair qu'une augmentation de la taxe sur le commerce extérieur entraine un ralentissement les recettes de la régie des recettes douanières du Bénin.

□ **Tests de validation du modèle**

• **Test de normalité de Jarque-Bera**

L'annexe 2.2 présente les résultats de ce texte ; il est constaté que la valeur de Jarque-Bera (0,073918) est inférieure à 5,99 ; ce qui permet donc d'affirmer que les erreurs sont normalement distribuées. La probabilité associée à ce test (0,963715) en donne la confirmation car elle est supérieure à 5%. (Voir annexe 2.2)

• **Test de non autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey**

Ce test permet de vérifier si les erreurs considérées dans ce modèle sont auto corrélées ou non auto corrélées.

Des résultats de ce test, il ressort que la valeur de la probabilité associée à ce test (0,1864) est supérieure 5%, alors il convient de retenir que les erreurs ne sont pas auto corrélées. (Voir annexes 2.2)

- **Test d’homoscédasticité des erreurs de White**

La valeur de la probabilité associée à ce test (0,1259) est supérieure à 5% et montre ainsi que les erreurs sont homoscédastiques. (Voir annexes 2.2)

- **Test de stabilité de CUSUM**

Le test de stabilité est un test qui permet de vérifier le comportement du modèle au cours du temps. La stabilité est vérifiée par plusieurs tests parmi lesquels il sera utilisé celui de CUSUM pour ce modèle. Les résultats issus de ce test prouvent que le modèle est bien spécifié à long terme mais avec une instabilité ponctuelle de 1997 à 2007. Tel que l’indique le test de CUSUM carré. (Voir annexes 2.2)

2.2.3. Estimation du modèle de court terme tests de validation

- **Estimation du modèle de court terme**

Tableau 6 : Estimation du modèle MCE

Variables	Coefficients	Probabilités
C	0,019145	0,3545
DD(LPIB)	0,097323	0,4244
D(OUV)	0,282882	0,0579
D(LTCN)	-0,131496	0,3053
DD(LICDT)	0,009513	0,5469
RESIDU	-0,241397	0,0035
F-statistic = 1,871562		Prob (F-statistic) = 0,000458
Seuil de significativité à 5% $R^2 = 0,698420$		Observation = 28

Source : réalisé par les auteurs

$$\text{Log}(\text{RRDt}) = 0,02 + 0,10 \log(\text{PIBt}) + 0,28 \log(\text{OUVt}) - 0,13 \log(\text{TCNt}) + 0,01 \log(\text{ICDTt}) + \psi_n$$

Le résultat de l'estimation (annexe 3.1) montre que le coefficient de correction d'erreur (le coefficient du résidu) est négatif et significatif au seuil de 5% ; on peut donc conclure que le modèle MCE est valable.

□ **Test de significativité globale**

L'analyse de ce tableau montre qu'à court terme, la probabilité de Fisher (0,000458) est inférieure à 5% ; Donc on accepte l'hypothèse H1, c'est-à-dire le modèle est globalement bon et on rejette H0. On note donc que les variables explicatives du modèle expliquent en général le phénomène représenté par la variable expliquée. On peut conclure avec précision que le produit intérieur brute, la recette de la régie douanière, le taux de change nominal et la taxe sur le commerce extérieur influencent en général l'ouverture commerciale au Bénin à court terme.

Le coefficient de détermination $R^2 = 0,698420$, montre que les variables explicatives expliquent à environ 70% le problème que pose la variable expliquée à court terme.

□ **Test de significativité des variables**

L'estimation de courte répond bien aux effets que peuvent avoir une mesure prise, une réforme à court terme. Nous remarquons à partir du Tableau 6 que toutes les variables explicatives influencent positivement la régie des recettes douanières au Bénin sauf le TCN. Ceci montre clairement la relation directe qui lie ces variables à la variable expliquée. L'autre chose est qu'elles n'ont pas encore un effet significatif sur les recettes de la régie des recettes douanières. Cela prouve bien que nous sommes à court terme et que les politiques de change et de commerce extérieur ont déjà montré leur sens d'affectation de l'ouverture commerciale même si ces effets ne sont pas encore significatifs.

Tests de validation du modèle

• **Test de normalité de Jarque-Bera**

L'annexe 3.2 présente les résultats de ce texte ; il est constaté que la valeur de Jarque-Bera (3,196452) est inférieure à 5,99 ; ce résultat montre que les erreurs sont normalement distribuées. La probabilité associée à ce test (0,202255) en donne la confirmation car elle est supérieure à 5%. (Voir annexe 3.2)

• **Test de non autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey**

Les résultats issus de ce test révèlent que la valeur de la probabilité associée à ce test (0,2270) est supérieure 5%, On déduit donc que les erreurs ne sont pas auto corrélées. (Voir annexes 3.2)

- **Test d'homoscédasticité des erreurs de White**

Ce test permet de voir si les erreurs considérés dans le modèle sont homoscédastiques ou hétéroscédastiques. On constate que la valeur de la probabilité associée à ce test (0,1171) est supérieure à 5% et montre ainsi que les erreurs sont homoscédastiques. (Voir annexes 3.2)

- **Test de stabilité de CUSUM**

Les résultats issus de ce test prouvent que le modèle est bien spécifié et bien stable à court terme, car que ce soit pour le CUSUM que le CUSUM carré, la courbe associée à ce test ne touche pas les corridors sauf entre 1996 et 1997 pour une instabilité très ponctuelle comme le présente le test de CUSUM carré. (Voir annexes 3.2)

A travers ce modèle de court terme, on en déduire clairement l'effet des réformes douanières récente, surtout ceux ayant rapport aux TEC entré en vigueur ces dernière années. Lorsque nous faisons le rapprochement avec le modèle de long terme on remarque bien que ces effets sont maintenus pour toutes les variables en dehors de la taxe sur le commerce extérieur, qui est certainement dû à d'autres facteurs sociaux économiques comme la dévaluation de la monnaie, les catastrophes naturels et autres.

3. Vérification des hypothèses et recommandations

3.1. Vérification des hypothèses

- **Première hypothèse**

Vue l'évolution des recettes des régies douanières au Bénin par rapport à l'ouverture commerciale et le coefficient positif de la variable (OUV) à court terme comme à long terme, on en déduit que les droits de douanes ont favorisé l'ouverture commerciale au Bénin et enrichit donc la régie des recettes douanières. Ce qui permet ainsi de valider la première hypothèse qui stipulait que : *«l'ouverture commerciale améliore les recettes douanières au Benin »*

- **Deuxième hypothèse**

L'évolution que présente le graphique n°1 montre clairement qu'à partir des années 1999, l'ouverture commerciale a connu une nette amélioration. Rappelons que le TEC UEMOA est

entré officiellement en vigueur le 1^{er} Janvier 2000 et le TEC CEDEAO le 1^{er} Janvier 2015. En suivant l'amélioration de l'ouverture commerciale cette dernière décennie, on comprend aisément que le tarif extérieur commun a impact positif sur l'ouverture commerciale. Notre deuxième hypothèse est donc aussi validée : « *le TEC a un impact positif sur les échanges extérieurs au Bénin* »

3.2 Recommandations

Des analyses descriptives et économétriques effectuées, il ressort clairement que le produit intérieur brute, la recette de la régie douanière et le taux de change nominal au Bénin, sont les variables qui stimule le plus l'ouverture commerciale que ce soit à court terme comme à long terme. Quant à la taxe sur le commerce international, il provoque un ralentissement de l'ouverture commerciale dès qu'une unité supplémentaire s'ajoute sur le volume de cette variable à long terme, alors qu'à court terme elle est bien favorable à l'ouverture commerciale. Cette étude réalisée sur les réformes douanières et les échanges extérieurs au Bénin, révèle également l'importance du TEC pour la faciliter des échanges commerciaux entre les pays notamment dans la sous-région Ouest africaine.

La présente étude doit donc permettre à l'Etat qui définit les réformes administratives douanières à mettre en œuvre et autorité de ce secteur de renforcer et de veiller à l'application rigoureuse de ces différentes mesures afin de faciliter les échanges entre le Bénin et les autres pays ; et accroître ainsi les entrées de devises. Pour ce fait quelques recommandations ont été formulées à l'endroit de ces acteurs et structure ayant en charge l'exécution des mesures douanières au Bénin. Il s'agit entre autre de :

- mettre en place des comités fonctionnels, opérationnels de recours en cas de litige sur l'origine ou la valeur ;
- supprimer toute les restrictions (barrière tarifaire ou non) sur les exportations de produits agricoles en provenance d'autres Etats membres ;
- faciliter les échanges d'informations entre les administrations douanières ;
- accélérer la mise en œuvre de l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

En matière de commerce de services, il est plus que nécessaire de :

- harmoniser les réglementations sectorielles et initiatives pour favoriser le développement des services au niveau régional (projet de visa touristique communautaire unique et développement de circuits touristiques régionaux), Accords de Reconnaissance Mutuelle (ARM) pour les diplômes et qualifications, etc.
- renforcer la compétitivité des secteurs de services à travers la prise de mesures pour réduire les contraintes pesant sur l'offre de service dans les différents secteurs

(renforcement du capital humain, investissement en infrastructure pour le tourisme, le transport ou les télécommunications, etc) ;

- améliorer la qualité et le niveau de détail des données sur les échanges internationaux et intra régionaux de services, conformément aux bonnes pratiques internationales

CONCLUSION

De sa position géographique, le Bénin se dote de ressources essentiellement fiscales pour assurer ses fonctions régaliennes et financer d'autres activités socio-économiques. Il apparaît donc d'une très grande nécessité que le secteur douanier soit bien assaini. C'est évidemment ce qui a poussé les dirigeants à introduire des réformes de bonne gestion, d'efficacité et d'efficience pour que la vie économique de la nation ne soit pas compromise. Le point focal de ces réformes repose sur les échanges commerciaux entre le Bénin et le reste du monde ; et surtout avec les pays de la sous-région Ouest africaine afin de se conformer aux exigences du Tarif Extérieur Commun (TEC). Reste à savoir si ces différentes réformes opérées ont apporté un coup de pouce aux volumes des exportations et importations entre le Bénin et les autres pays. C'est pour ce fait que l'étude sur les réformes douanières et échanges extérieurs au

Bénin s'est fixé comme objectif d'analyser l'impact de ces réformes sur les échanges commerciaux au Bénin. Pour y parvenir, nous avons émises l'hypothèse que :

- l'ouverture commerciale améliore les recettes douanières au Bénin ; et que
- le TEC a un impact positif sur les échanges extérieurs au Bénin.

A l'issu des résultats que présente cette étude, on peut affirmer sans nul doute qu'une augmentation du produit intérieur brute et l'ouverture commerciale influencent beaucoup plus la régie des recettes douanières au Bénin. Ce qui permet ainsi de confirmer que plus les recettes de l'Etat augmentent dans un secteur, plus les dirigeants cherchent à rendre accessible ce secteur à tous afin d'enregistrer plus de recettes. Etant donné que le Bénin se base essentiellement sur les recettes fiscales, il est évident des politiques pour favoriser l'ouverture commerciale soit mises en œuvre pour une nette amélioration des recettes de la régie douanière et aussi du PIB. Néanmoins, il faut reconnaître que lorsque les gouvernants cherchent à appliquer une politique d'augmentation de la taxe sur le commerce international, bien que cela profite à l'économie nationale ; elle peut contraindre certains opérateurs économiques à limiter leurs transactions vers le pays car cette mesure ne leur aurait pas été favorable. Ceci provoquerait une baisse du volume des échanges et donc une décroissance de l'ouverture commerciale ; une baisse des recettes de la régie douanière est inéluctable. De plus, une dépréciation et/ou une dévaluation aura également un effet négatif sur l'ouverture commerciale, tel que les échanges commerciaux entre le Bénin et le Nigéria sont en souffrance actuellement suite à la dévaluation du Naira.

Toutefois, admettons que depuis l'entrée en vigueur en 2000 du TEC-UEMOA et du TEC-CEDEAO en 2015, les échanges commerciaux entre le Bénin et les pays de la sous-région ont connus une amélioration remarquable. Les réformes douanières ont donc un impact significativement positif sur les échanges extérieurs au Bénin. Cette étude va ainsi permettre aux autorités à divers niveaux de veiller à l'application stricte et efficace de ces réformes en vigueur afin d'accélérer et de faciliter les échanges commerciaux entre le Bénin et le reste. Du moment où aucun pays ne peut se développer en autarcie, le meilleur pour nous est de nous appliquer pour servir les autres pays et qu'ils nous servent également en retour et de veiller à la qualité de tout ce qui franchira nos frontières. Pour une économie essentiellement fiscale, une telle mesure nous permettra d'éradiquer l'extrême pauvreté et la fin, car plus l'Etat dispose de ressources, mieux il assurera ces fonctions de maintien de la paix et veillera efficacement à la sécurité des biens et des personnes sur tous les plans.

BIBLIOGRAPHIE

AMOUSSA Roukayath et HOUNSINOUS Carlos : *étude de la participation du port autonome de Cotonou à l'essor économique au Bénin*, DTS2009, UAC ,14-15p.

Chiappini, R. (2012). *Commerce et investissement direct à l'étranger (IDE) à partir d'un modèle en panel dynamique: Le cas de l'Allemagne, la France et l'Italie*. LAREFI Working Paper N°2012-04.

Daubrée C. (1993) : *Marchés parallèles et équilibres économiques, Thèse de doctorat, Université d'Auvergne, CERDI, 314 p.*

Dee, P., & J., G. (2003). *The trade and investment effects of preferential trading arrangements*. Working paper 10160, National Bureau of Economic Research, decembre.

Dorosh P. et Dissou Y (1998): « *Taux de change réels et échanges en Afrique de l'Ouest : une analyse en équilibre général des relations Nigeria–Niger* », Revue d'Economie du Développement, n° 3-4, pp. 47 – 77.

Dupuch, S. (2001). *Les déterminants des flux d'IDE intra -européens*. working paper.

Egg J, Herrera H (1998) : *Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique subsaharienne, sous la direction de, numéro spécial revue Autrepart, n°6, 210 p. Ekue C. (1999): « Note sur la matrice de comptabilité sociale 1995 », INSAE, 5 p.*

Egger, P. (2001). *European exports and outward foreign direct investment: A dynamic panel data approach*. *Review of World Economics (Weltwirtschaftliches Archiv)* vol.137, n°3, p427-449.

Faini, R. (2004). *Trade liberalization in a globalizing world*. Discussion paper No.1406, For Schungsinstitut zur Zukunft der Arbeit (IZA), Bonn.

Galtier F., Tassou Z. (1998) : « *La réexportation : vice ou vertu ? Le commerce du Bénin vers le Nigeria* », Autrepart, n°6, pp. 123 – 146.

Igué J.O. et Soulé B.G. (1992) : *L'Etat-entrepôt au Bénin : commerce informel ou solution à la crise ?*, Ed. Karthala, 210 p.

Jean-François GAUTIER (2000/03) : « *Reformes douanières au Benin et libéralisation du commerce au Nigeria* », Document de travail, 4 p.

Motta, M., & Norman, G. (1996). *Does Economic Integration Cause Foreign Direct Investment?* *International Economic Review*, vol 37, N°4, p757-783.

Nadia Lemzoudi (2005) : *l'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : cas de six pays de l'Afrique de l'Ouest*, Maitrise, Université de Montréal, 8-9 p.

Neary, P. (2002). *Foreign Direct Investment and Single Market*. *Manchester School, University of Manchester*, vol. 70(3), p291-314.

Nicoletti, G., & al. (2003). *Policies and international integration: influences on trade and foreign direct investment*. *Documents de travail du departement des affaires economiques de l'OCDE* n° 359, ECO/WKP(2003)13.

Pöyhönen, P. (1963). *A Tentative Model for the Flow Trade between Countries. Band 90, heft 1: Weltwirtschaftliches Archiv.*

Tinbergen, J. (1962). *Shaping the World Economy, Suggestions for an International Economic Policy. New York: The Twentieth Century Fund.*

Wilson, N., & J., C. (2007). *Relations entre l'investissement direct étranger, les échanges et la politique commerciale : Analyse économique appliquée au secteur alimentaire des pays de l'OCDE et études de cas au Ghana, au Mozambique, en Ouganda et en Tunisie.* Éditions OCDE.

ANNEXES

Annexe 1 : Tests de diagnostic

Annexe 1.1 : Tests de stationnarité

Stationnarité en niveau

LOUV

Null Hypothesis: LOUV has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.505981	0.3231
Test critical values: 1% level	-4.296729	

5% level	-3.568379
10% level	-3.218382

LPIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.858589	0.6506
Test critical values: 1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

LRRD

Null Hypothesis: LRRD has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.367531	0.8499
Test critical values: 1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

LTCN

Null Hypothesis: LTCN has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.393059	0.8424
Test critical values: 1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

LICDT

Null Hypothesis: LICDT has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.484827	0.3324
Test critical values: 1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

Stationnarité en différence première

LOUV

Null Hypothesis: D(LOUV) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.819533	0.0299
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

LPIB

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.497811	0.0584
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

LRRD

Null Hypothesis: D(LRRD) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.851979	0.0028
Test critical values: 1% level	-4.309824	

5% level	-3.574244
10% level	-3.221728

LTCN

Null Hypothesis: D(LTCN) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.905329	0.0248
Test critical values: 1% level	-4.309824	
5% level	-3.574244	
10% level	-3.221728	

LICDT

Null Hypothesis: D(LICDT) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.499372	0.0596
Test critical values: 1% level	-4.339330	
5% level	-3.587527	
10% level	-3.229230	

Stationnarité en différence seconde

LPIB

Null Hypothesis: D(LPIB,2) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.900506	0.0002
Test critical values: 1% level	-4.323979	
5% level	-3.580623	
10% level	-3.225334	

LICDT

Null Hypothesis: D(LICDT,2) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Fixed)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.628843	0.0054
Test critical values: 1% level	-4.356068	
5% level	-3.595026	
10% level	-3.233456	

Annexe 1.2 : Test de cointégration

Date: 10/28/16 Time: 07:09
 Sample (adjusted): 1986 2012
 Included observations: 27 after adjustments
 Trend assumption: No deterministic trend
 Series: LOUV LPIB LRRD LTCN LICDT
 Lags interval (in first differences): 1 to 2

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized	Trace	0.05		
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Prob.**
None *	0.741411	90.25079	60.06141	0.0000
At most 1 *	0.664904	53.73289	40.17493	0.0013
At most 2	0.494991	24.21279	24.27596	0.0509
At most 3	0.189779	5.766973	12.32090	0.4650
At most 4	0.003138	0.084861	4.129906	0.8109

Trace test indicates 2 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

Annexe 2 : Estimation de modèle de long terme et test de validation

Annexe 2.1 : Estimation par la méthode des MCO

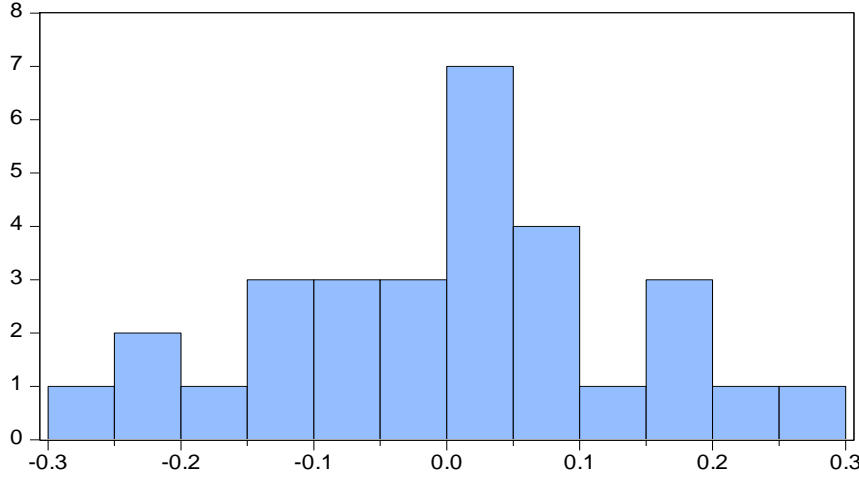
Dependent Variable: LRRD
 Method: Least Squares
 Date: 03/30/17 Time: 07:39
 Sample (adjusted): 1983 2012
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB	0.158737	0.302391	0.524940	0.6042
LOUV	0.701687	0.309366	2.268147	0.0322
LICDT	0.048018	0.030077	1.596523	0.1229
LTCN	-0.419938	0.134637	-3.119047	0.0045
C	7.300842	1.833071	3.982848	0.0005
R-squared	0.871989	Mean dependent var		4.926332
Adjusted R-squared	0.851507	S.D. dependent var		0.381836

S.E. of regression	0.147140	Akaike info criterion	-0.843857
Sum squared resid	0.541252	Schwarz criterion	-0.610324
Log likelihood	17.65786	Hannan-Quinn criter.	-0.769148
F-statistic	42.57376	Durbin-Watson stat	0.811209
Prob(F-statistic)	0.000000		

Annexe 2.2 : Tests de validation du modèle

Test de normalité de Jarque-Bera



Series: Residuals	
Sample 1983 2012	
Observations 30	
Mean	7.66e-16
Median	0.007385
Maximum	0.298126
Minimum	-0.292971
Std. Dev.	0.136616
Skewness	-0.040458
Kurtosis	2.770681
Jarque-Bera	0.073918
Probability	0.963715

Test de non autocorrélation de Breusch-Godfrey

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

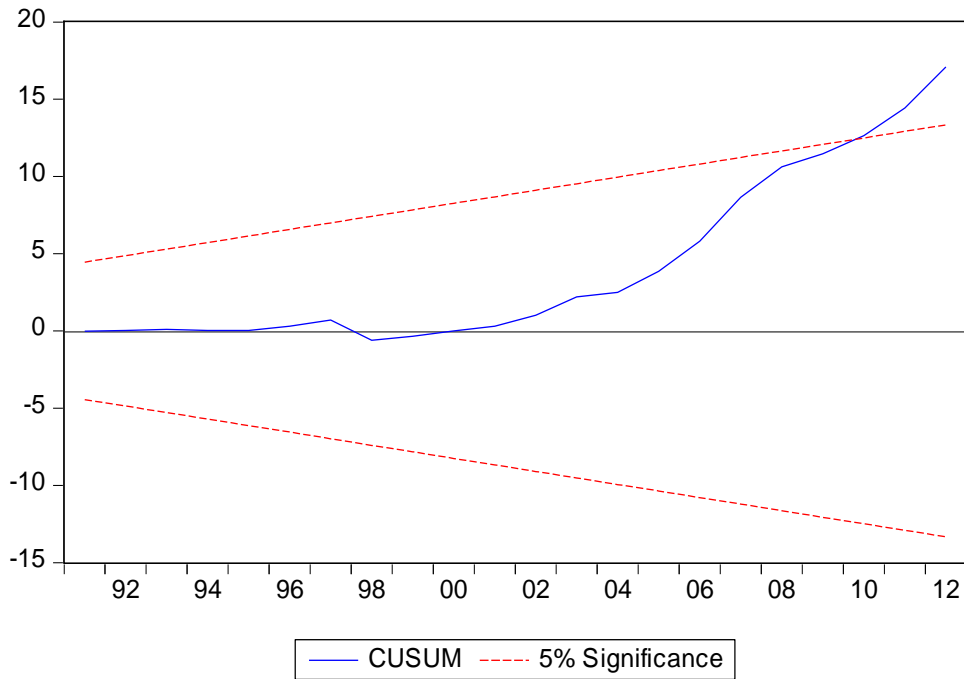
F-statistic	1.263253	Prob. F(10,15)	0.3306
Obs*R-squared	13.71485	Prob. Chi-Square(10)	0.1864

Test d'homoscédasticité de White

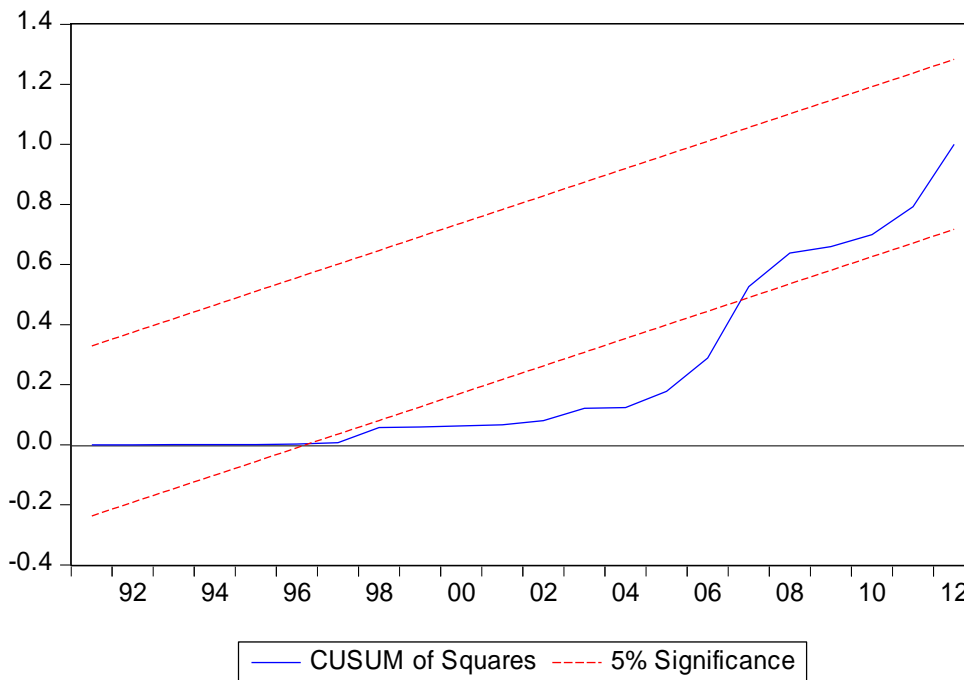
Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	6.972510	Prob. F(14,15)	0.0003
Obs*R-squared	26.00409	Prob. Chi-Square(14)	0.1259
Scaled explained SS	15.98783	Prob. Chi-Square(14)	0.3141

Test de stabilité de CUSUM



Test de stabilité de CUSUM Carré



Annexe 3 : Estimation du modèle de court terme et tests de validation

Annexe 3.1 : Estimation du MCE

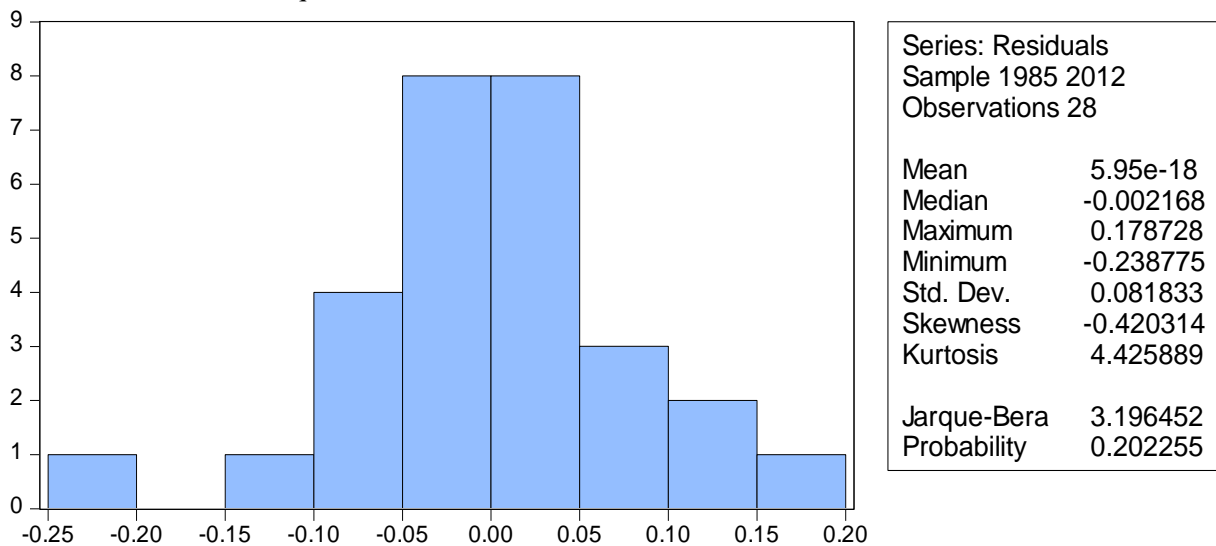
Dependent Variable: D(LRRD)
 Method: Least Squares
 Date: 03/30/17 Time: 09:14
 Sample (adjusted): 1985 2012
 Included observations: 28 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(D(LPIB))	0.097323	0.119568	0.813957	0.4244
D(LOUV)	0.282882	0.141400	2.000574	0.0579

D(D(LICDT))	0.009513	0.015549	0.611794	0.5469
D(LTCN)	-0.131496	0.125271	-1.049694	0.3053
RESIDU(-1)	-0.241397	0.153448	-1.573151	0.0035
C	0.019145	0.020242	0.945812	0.3545
<hr/>				
R-squared	0.698420	Mean dependent var	0.039740	
Adjusted R-squared	0.638970	S.D. dependent var	0.097698	
S.E. of regression	0.090656	Akaike info criterion	-1.776079	
Sum squared resid	0.180807	Schwarz criterion	-1.490606	
Log likelihood	30.86510	Hannan-Quinn criter.	-1.688807	
F-statistic	1.871562	Durbin-Watson stat	1.527895	
Prob(F-statistic)	0.000458			

Annexe 3.2 : Tests de validation du modèle

Test de normalité de Jarque-Bera



Test de non autocorrélation de Breusch-Godfrey

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

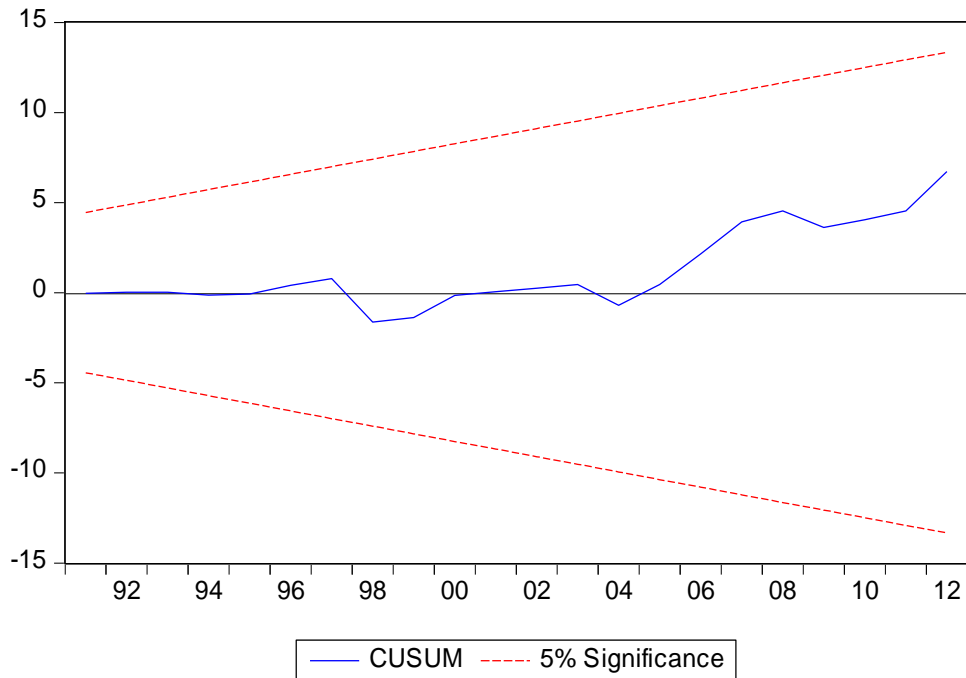
F-statistic	1.031168	Prob. F(10,12)	0.4728
Obs*R-squared	12.94063	Prob. Chi-Square(10)	0.2270

Test d'homoscédasticité de White

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	4.263774	Prob. F(5,22)	0.0673
Obs*R-squared	13.77987	Prob. Chi-Square(5)	0.1171
Scaled explained SS	14.57195	Prob. Chi-Square(5)	0.1124

Test de stabilité de CUSUM



Test de stabilité de CUSUM carré

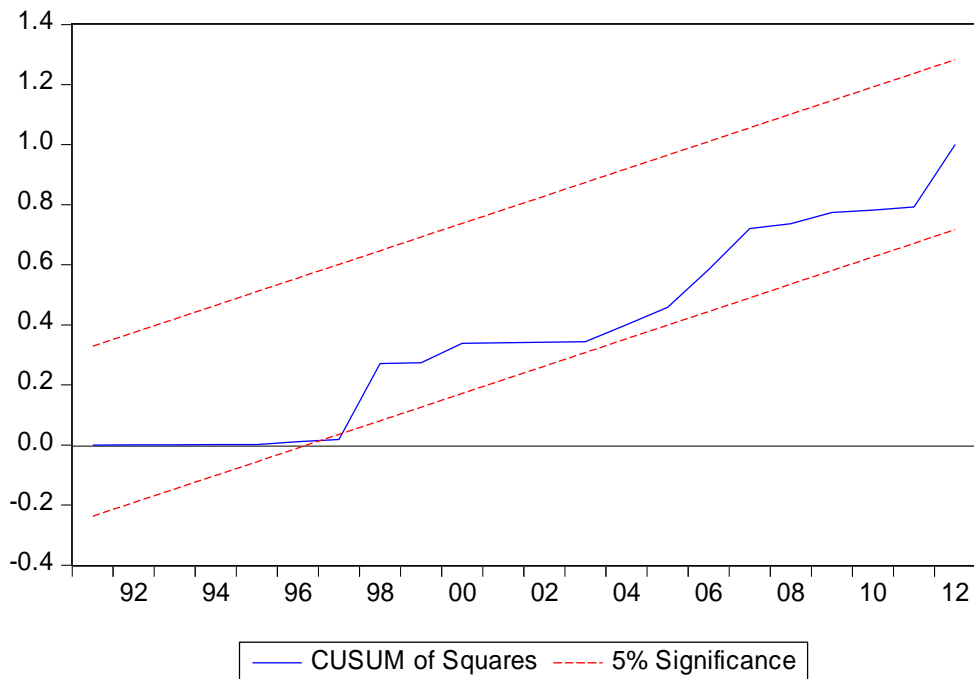


Tableau 7 : Base de données

ANNEE	OUV	PIB	RRD	TCN	ICDT
1983	0,62343757	423,6	105,078	300,3819	108316367
1984	0,6753907	458,9	105,074	299,8724	950179050
1985	0,72690231	493,9	105,14	303,6985	859926398
1986	0,74220861	504,3	105,096	297,4128	1935096853
1987	0,67705379	460,03	105,002	300,5439	593063168
1988	0,71914613	488,63	105,058	297,8343	412629782
1989	0,69899773	474,94	105,402	319,003	498915789
1990	0,62526889	517,5	104,92	272,27	538999541
1991	0,76446804	539,7	104,627	282,09	595999816
1992	0,91744097	555,5	105,2825	264,67	563000349
1993	1,01432725	587,9	106,778	283,14	562999766
1994	0,95794459	599,5	102,996	546,96	350000106
1995	0,9773075	635,2	103,451	499,09	349998698
1996	0,90973058	663,4	107,905	511,57	269998850
1997	1,0051032	701,4	112,76	583,75	117999839
1998	1,11018885	729,3	87,87	589,95	54999859,1
1999	2,89683664	2025,6	105,27	616,36	20533603,9
2000	2,56657224	2144,3	125,72	711,98	1000794666
2001	2,79910293	2258,6	132,18	733,04	1721193732
2002	2,86756374	2363,5	145,1	696,87	1920679957
2003	2,97308782	2444,9	158,97	581,54	1287730201
2004	2,82223796	2553,2	149,5	528,28	1088853864
2005	2,90203022	2596,9	176,12	527,57	1013215043
2006	3,0200661	2699,4	208,29	523,13	2436998146
2007	3,90415486	2861	249,48	479,5	2335421387
2008	4,21199245	3001	267,99	448,19	3513290463
2009	4,21553352	3070,6	241,75	472,15	2933890527
2010	4,4891407	3135,6	256,04	494,96	2014675797
2011	4,16288952	3228,5	261,85	477,47	860907903
2012	4,88786591	3378,4	319,7	510,56	515815232
2013	6,09584514	3610,8	374,81	493,91	0
2014	4,90893532	3345,825	365,77	494,414953	0
2015	5,01390463	3390,88	352,37	591,449508	0

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	i
DEDICACE 1.....	ii
DEDICACE 2.....	ii
REMMERCIEMENTS.....	iii
SOMMAIRE	iv
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES	vi
RESUME.....	vii
ABSTRACT	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	3
1- CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE	3
1.1- Problématique, objectifs et hypothèses de recherche.....	3
1.1.1- Problématique	3
1.2- REVUE DE LITTERATURE.....	6
1.2.1- Analyse de libéralisation des échanges	6
1.2.2- Protection à long terme du gouvernement dans le commerce.....	8
1.2.3- Ouverture des frontières aux échanges et à l'investissement et des politiques intérieures	9
1.2.4- Relations entre l'ouverture commerciale et la croissance.....	9
1.2.5. Relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique	10
1.2.6- Accroissement du TEC sur IDE.....	12
2- CADRE METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	13
2.1 Présentation du modèle	13
2.2 Méthode d'estimation et validation du modèle	14
CHAPITRE 2 : PRESENTATION, ANALYSE DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS	17
1. L'actuelle réforme de l'administration douanière	17
1.1 Le contenu de l'actuelle réforme douanière	17

1.2	Différences entre PVI-Nouvelle génération et PCV (nouvelle réforme administrative douanière).....	19
2.	Présentation et analyse des résultats.....	20
2.1.	Analyses descriptives	20
2.2	Analyses économétriques	23
2.2.1.	Tests de diagnostic	23
2.2.2.	Estimation du modèle du modèle de long terme et tests de validation.....	25
2.2.3.	Estimation du modèle de court terme tests de validation	27
3.	Vérification des hypothèses et recommandations	29
3.1.	Vérification des hypothèses.....	29
3.2	Recommandations	30
	CONCLUSION	31
	BIBLIOGRAPHIE	33
	ANNEXES	XXXV